

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

LA CONDITION  
**DES ÉTRANGERS AU MAROC**

ET PLUS PARTICULIÈREMENT  
**DES FRANÇAIS**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*Présentée et soutenue, le mercredi 6 novembre 1907, à 2 heures 1/2 du soir.*

PAR

**RAOUL SCHWOB**

---

*Président : M. WEISS, Professeur.*

*Assesseurs : MM. LARNAUDE  
AMBROISE COLIN } Professeurs.*

---

TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C<sup>ie</sup>

—  
1907







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

LA CONDITION  
DES ÉTRANGERS AU MAROC  
ET PLUS PARTICULIÈREMENT  
DES FRANÇAIS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

---

LA CONDITION  
DES ÉTRANGERS AU MAROC  
ET PLUS PARTICULIÈREMENT  
DES FRANÇAIS

---

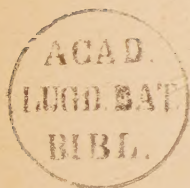
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue, le mercredi 6 novembre 1907, à 2 heures 1/2 du soir*

PAR

**RAOUL SCHWOB**

---



*Président : M. WEISS, Professeur.*

*Assesseurs : MM. LARNAUDE  
AMBROISE COLIN } Professeurs.*

---

TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C<sup>ie</sup>

—  
1907



A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE



## PLAN

---

|                                                                                                                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| BIBLIOGRAPHIE. . . . .                                                                                                                                                                           | 9  |
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                                                                                           | 11 |
| <b>I<sup>re</sup> Partie.</b> — Les données du problème . . . . .                                                                                                                                | 13 |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — La condition physique et sociale du<br>Maroc . . . . .                                                                                                              | 13 |
| SECTION 1 <sup>re</sup> . — Géographie physique et économique. . .                                                                                                                               | 13 |
| SECTION 2 <sup>e</sup> . — Organisation judiciaire. . . . .                                                                                                                                      | 17 |
| SECTION 3 <sup>e</sup> . — Le droit . . . . .                                                                                                                                                    | 19 |
| SECTION 4 <sup>e</sup> . — La propriété. . . . .                                                                                                                                                 | 20 |
| CHAPITRE II. — La condition juridique du Maroc . . . .                                                                                                                                           | 25 |
| <b>II<sup>e</sup> Partie.</b> — Aperçu historique sur les différents traités si-<br>gnés entre le Maroc et les puissances euro-<br>péennes, et plus particulièrement avec la<br>France . . . . . | 31 |
| SECTION 1 <sup>re</sup> . — Jusqu'à la Révolution française. . . . .                                                                                                                             | 32 |
| SECTION 2 <sup>e</sup> . — De la Révolution française à la confé-<br>rence de Madrid en 1880. . . . .                                                                                            | 35 |
| SECTION 3 <sup>e</sup> . — De la conférence de Madrid jusqu'à<br>l'acte d'Algésiras de 1906 . . . . .                                                                                            | 39 |
| APPENDICE. — Dates des principaux traités . . . . .                                                                                                                                              | 47 |

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>III<sup>e</sup> Partie.</b> — La condition des étrangers au Maroc . . . .                         | 49  |
| CHAPITRE I <sup>er</sup> . — Quelles personnes sont « étrangers » au Maroc. — Les protégés . . . . . | 49  |
| CHAPITRE II. — De la condition des étrangers . . . . .                                               | 65  |
| SECTION 1 <sup>re</sup> . — La condition juridique n'est pas leur condition de fait . . . . .        | 65  |
| SECTION 2 <sup>e</sup> . — Le principe de la condition des étrangers . . . . .                       | 75  |
| SECTION 3 <sup>e</sup> . — Les conséquences du principe . . . . .                                    | 80  |
| I. — Le droit de s'établir . . . . .                                                                 | 80  |
| II. — L'exercice des droits publics . . . . .                                                        | 82  |
| III. — L'exercice des droits privés . . . . .                                                        | 87  |
| SECTION 4 <sup>e</sup> . — Le droit d'être propriétaire . . . . .                                    | 91  |
| SECTION 5 <sup>e</sup> . — Les pouvoirs des consuls. — Leur juridiction civile. . . . .              | 102 |
| CONCLUSION. . . . .                                                                                  | 111 |

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

ARMINJON (Pierre), *Étrangers et Protégés dans l'Empire ottoman*.

BONFILS et FAUCHILLE, *Traité de droit international public*.

BOUTIN (Abel), *Anciennes Relations commerciales et diplomatiques de la France avec la Barbarie*.

*Documents diplomatiques*. Ministère des Affaires étrangères. Affaire du Maroc. Livres jaunes.

FÉRAUD-GIRAUD, *Les Justices mixtes dans les pays hors chrétienté*.

FÉRAUD-GIRAUD, *De la Juridiction française dans les Échelles du Levant et de Barbarie*.

FRISCH, (R.) *Le Maroc*.

GAVILLOT, *Essai sur les droits des Européens en Turquie et en Égypte*.

*Journal du droit international privé*, Directeur Clunet, 1898 à 1907.

LARCHER, *Traité de législation algérienne*.

LE BOEUF (Paul), *De la Protection diplomatique et consulaire des indigènes au Maroc*.

NOEL, *Les Rapports de la France et du Maroc*.

PAGÈS, *De la Condition des Français en Orient en droit français*.

*Pandectes françaises*.

PÉLISSIE DU RAUSAS, *Le Régime des capitulations dans l'Empire ottoman*.

*Revue algérienne et tunisienne de législation*, 1898 à 1907.

*Revue de droit international public*, 1903-1904.

*Revue des Deux-Mondes*, 1905-1906.

*Revue politique et parlementaire*, 1905-1906.

- RIOCHE, *Les Juridictions consulaires anglaises dans les pays d'Orient.*  
ROUARD DE CARD, *Le Protectorat de la France sur le Maroc.*  
ROUARD DE CARD, *Les Relations de l'Espagne et du Maroc pendant le dix-huitième et le dix-neuvième siècle.*  
ROUARD DE CARD, *Les Traités entre la France et le Maroc.*  
SAURIN, *La Propriété en droit musulman, particulièrement au Maroc.*  
SAURIN et COUSIN, *Le Maroc.*  
SUMIEN, *Le Régime législatif de l'Algérie.*  
TUAL, *Nos Droits de protection au Maroc.*  
VAULX (DE), *La France au Maroc.*  
WEISS (A.), *Traité de droit international privé.*
-

## INTRODUCTION

---

Il est en ce moment peu de pays qui possèdent à l'égal du Maroc le don d'attirer l'attention universelle. Ce vaste territoire est actuellement l'objet des compétitions des puissances. L'Espagne, l'Angleterre, la France et plus récemment l'Allemagne ont eu dessein plus ou moins ouvertement sinon d'en faire la conquête, du moins d'y établir la prépondérance de leur influence politique et surtout commerciale.

De nombreux étrangers se dirigent sans cesse vers cette contrée, qui, après avoir manqué déchaîner une guerre très grave et donné lieu à un acte diplomatique de la plus haute importance, soulève à nouveau en ce moment de graves complications diplomatiques. A tort ou à raison, on prête à ce territoire une valeur très grande ; des intérêts particuliers s'y nouent, de nombreuses spéculations, surtout sur les immeubles, y ont lieu. Toutes ces opérations sont l'occasion de nombreux et incessants litiges. La question du Maroc présente donc, en dehors de son intérêt international, des intérêts de droit international privé. Pour résoudre ces questions de droit privé, pour solutionner ces litiges, il importe de connaître

quelle situation est faite aux étrangers et notamment aux Européens. La question est particulièrement intéressante pour les Français. La France est la seule nation européenne qui ait avec le Maroc une frontière commune terrestre évaluée à près de 1.000 kilomètres. La proximité de l'Algérie suffit à expliquer l'importance de nos rapports commerciaux et juridiques avec le Maroc.

## PLAN

Ces considérations expliquent notre plan.

Dans une première partie nous examinerons les données du problème, c'est-à-dire la condition physique et sociale du Maroc ainsi que sa condition juridique : son climat, sa population et ses races, son organisation politique, administrative, militaire, industrielle et commerciale ; ses religions, son organisation judiciaire, sa législation, le régime de la propriété.

Dans la seconde partie nous donnerons un aperçu historique des différents traités signés entre le Maroc et les puissances, particulièrement avec la France.

Enfin, dans la troisième partie, la plus importante à notre égard, nous examinerons la condition des étrangers au Maroc : quelles personnes sont « étrangers », ce qui nous amènera à traiter la grave question des « protégés » ; quelle est la condition juridique des étrangers, ce qui est le point capital de notre étude.

Nous donnerons, dans une conclusion, les réflexions que cette étude nous aura suggérées, s'il n'est pas trop téméraire de se prononcer dans une question actuellement aussi trouble et aussi complexe.

# PREMIÈRE PARTIE

## LES DONNÉES DU PROBLÈME

---

### CHAPITRE PREMIER

#### **La condition physique et sociale du Maroc.**

#### SECTION I

#### GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE

**Situation géographique et climat** (1). — Situé dans l'angle nord-ouest de l'Afrique, le Maroc subit principalement la zone d'influence des vents alizés. Si l'on excepte quelques parties restreintes le long des contrées marécageuses, le climat est très pur et les épidémies y sont peu fréquentes. La température modérée et saine y favoriserait l'immigration des Européens, si l'insécurité du pays, due principalement au fanatisme des musulmans, n'y mettait de sérieux obstacles.

**Population et races.** — La population n'est connue que très approximativement. Selon les auteurs, elle est évaluée à des

(1) Nous avons emprunté ces renseignements à la *Grande Encyclopédie*, t. V, « Maroc », et à la *Géographie universelle* d'Elisée Reclus.

chiffres variant de 8 à 12 millions d'habitants environ. On y trouve deux races principales : les Berbères et les Arabes.

Les Berbères forment la majeure partie de la population. Les Arabes seraient moins de 1.000.000. Les nègres y sont assez nombreux. Les Juifs y sont au nombre de 400.000 environ (?).

On y trouve, en outre, des « Hadars », métis de toutes les races représentées au Maroc.

Quelques milliers d'Européens, répartis principalement dans les ports, représentent tout l'élément chrétien du Maroc.

**État marocain.** — Le gouvernement du Maroc est essentiellement théocratique. Le sultan descend du Prophète, il est son représentant sur la terre. Son autorité presque absolue n'est limitée que par le Koran. Cependant elle ne s'étend pas en fait sur tout l'Empire.

Beaucoup de tribus (un tiers au moins) ne veulent pas reconnaître les fonctionnaires du sultan, refusent l'impôt et condescendent tout au plus à envoyer au sultan une somme d'argent qu'elles fixent elles-mêmes; elles n'entendent pas ainsi acquitter l'impôt, mais faire une donation pieuse au descendant de Mahomet. Même parmi les autres tribus, l'influence du sultan est très mobile, des révoltes ont lieu fréquemment; nous en avons en ce moment un exemple très caractéristique. Aucune cohésion n'existe d'ailleurs entre les différentes tribus, auxquelles l'idée de patrie fait absolument défaut. « Le seul lien qui les unisse est le Koran. » (Erkmann.)

**Organisation administrative.** — *a) Les conseillers du sultan.* — Les plus hauts fonctionnaires du sultan sont le grand vizir, le ministre de la Guerre, et le ministre des Affaires étrangères. Il existe encore à la cour quantité d'autres fonctionnaires d'importance secondaire, qu'il est inutile d'énumérer ici.

*b) L'administration.* — La principale division du territoire maro-

cain est la division en tribus, à la tête desquelles se trouve un caïd. Le caïd est choisi ordinairement parmi les cheikhs les plus importants et nommé par le sultan, sur la proposition des « djemaas » ou assemblées de notables. Fréquemment le sultan choisit lui-même et impose aux tribus le caïd qu'il a choisi. Le caïd est assisté dans ses fonctions par un khalefa (lieutenant) et par des djerras (percepteurs d'impôts). Le titre de pacha ou d'amel est réservé généralement aux caïds administrant les villes ou un groupe de tribus. D'ailleurs les fonctions de pacha, d'amel, de caïd sont mal définies et leur degré d'autorité est fort variable.

**Organisation militaire.** — L'armée marocaine permanente comprend environ 15.000 hommes, recrutés selon le bon plaisir des gouverneurs de province. Cette armée est d'ailleurs très irrégulière, elle offre plus de ressemblance avec les Grandes Compagnies de l'ancienne France qu'avec les armées modernes.

**Industrie. Navigation. Mouvement commercial.** — La difficulté de pénétration au Maroc, difficulté due au fanatisme des musulmans et encouragée par la politique des sultans, a singulièrement retardé le développement industriel et agricole de ce pays, pourtant très riche. Les procédés de fabrication y sont restés les mêmes depuis plusieurs siècles. Le commerce d'exportation se compose de peaux, laines, tapis, huiles, citrons, oranges, dattes, gommés, plumes d'autruches, etc. L'exportation des chevaux ne peut se faire que par permission spéciale. Le commerce d'importation se compose de cotonnades anglaises, sucre, thé, café, fer, cristal, bougies, quincaillerie, draps, allumettes, armes, etc. Le commerce le plus important se fait avec l'Angleterre. Viennent ensuite la France et l'Espagne. Le commerce avec l'intérieur de l'Afrique est plus ancien et plus considérable (caravanes).

Des transactions assez importantes sur les moutons ont lieu avec l'Algérie.

Le Maroc pourrait faire bien davantage, mais l'absence de moyens de transport, l'insécurité du pays, la navigation des côtes fort difficile, l'absence de phares (excepté le phare du cap Spartel) sont autant d'obstacles à son développement commercial et industriel.

**Religions.** — On a pu dire du Maroc qu'il était la forteresse de l'Islam. L'Islamisme est au Maroc la religion d'État. Le sultan est un descendant du Prophète, c'est le « Commandeur des Croyants ». Son influence religieuse est considérable sur une grande partie du Maroc, mais elle n'empêche pas l'existence, dans certaines tribus, de chefs religieux omnipotents sur un territoire plus ou moins étendu. La religion hébraïque compte au Maroc environ 400.000 représentants, mais elle n'y subsiste que par tolérance et l'exercice en est fréquemment troublé. La religion chrétienne est représentée par quelques milliers d'Européens établis dans les grands centres, principalement dans les ports.

---

## SECTION II

### ORGANISATION JUDICIAIRE (1)

Les juridictions sont nombreuses au Maroc. On y trouve, à côté de la juridiction indigène, la juridiction rabbinique et les juridictions consulaires, qui sont au nombre de huit dans certaines villes.

*a) Justice indigène.* — Au sommet, le sultan, qui a droit de vie et de mort sur tous ses sujets. Au-dessous de lui, le *cadi*, qui juge des affaires civiles : conventions matrimoniales, propriété, testaments, successions. Ensuite le *caïd*, qui est plutôt le juge des questions de fait : dettes commerciales, délits. Un point de droit se présente-t-il ? Le *caïd* doit en référer au *cadi*. Voici, dans ses grandes lignes, la marche de la procédure : le demandeur fait dresser un exposé des faits par un notaire. Un soldat remplit les fonctions d'huissier. L'exposé des faits est remis au *cadi* ; cette remise est accompagnée de cadeaux consistant le plus souvent en pains de sucre ou en œufs. Le *cadi*, juge unique, convoque le défendeur au tribunal (*chraa*) et tâche de concilier les parties. S'il n'y parvient pas, il consulte des jurisconsultes (*ulemas* et *oulemas*) et ne rend sa décision que lorsqu'il juge sa conscience suffisamment éclairée ; il peut ainsi ajourner sa décision durant plusieurs années. Notons, d'ailleurs, que les plaideurs font force

(1) MÆTERLINCK, *Journal de droit international privé*, 1900, p. 477 et suiv.

présents au *cadi* et la sentence est rarement rendue avec l'impartialité qui conviendrait. L'exécution du jugement est assurée par la force armée : le *caïd* fournit des soldats à cet effet. Le sultan est le juge en dernier ressort. Il n'existe pas d'avocats à proprement parler, cependant les plaideurs se font souvent assister par des conseils (*okeel*), dont la profession est exercée librement.

*b) Justice rabbinique.* — Les Marocains méprisent les Juifs et le Gouvernement se désintéresse de leurs litiges. Les Juifs ont donc nécessairement une juridiction spéciale. Le tribunal rabbinique est un tribunal religieux. L'exécution des sentences rendues est assurée par une sorte d'excommunication encourue par le Juif qui ne s'y soumettrait pas.

*c) Justice consulaire.* — Nous étudierons plus loin les juridictions consulaires, qui feront l'objet d'un chapitre spécial.

---

### SECTION III

#### LE DROIT (1)

Le Koran est non seulement la bible religieuse de l'Islamisme, c'est encore le Code qui organise la société musulmane. Certes les formules en sont vagues, mais elles contiennent en germe toute l'organisation sociale, et les institutions législatives sont inspirées de ses principes. En cas d'obscurité ou de silence du Koran, on consulte la « Sunna ». La Sunna, c'est l'ensemble des traditions relatives aux faits et gestes du Prophète. Le sens exact de la Sunna est souvent obscur. Il en existe une quadruple interprétation, qui forme aujourd'hui les quatre rites orthodoxes appelés Hanéfite, Malékite, Châfiite et Hanbalite, du nom des quatre docteurs qui les ont déduits du Livre Sacré. C'est le rite malékite qui est suivi au Maroc.

Enfin, à côté de la Sunna, existent des recueils de décisions (fatwâ) émanant des personnes qui font autorité en matière de droit. Les autorités en matière de droit sont d'ailleurs très limitées : ce sont les compagnons du Prophète et les disciples de ces compagnons.

---

(1) VAN DEN BERGH, *Revue algérienne et tunisienne*, 1891, p. 42 et suiv.

## SECTION IV

### LA PROPRIÉTÉ (1)

« Dieu est le propriétaire de l'Univers », dit le Koran. La terre appartient à Dieu parce qu'il en est le créateur; de même l'acquisition de la propriété pour l'homme sera le résultat de ses efforts.

« L'homme étend sa main avec autorité sur le monde et sur tout ce qui s'y trouve en raison de la déclaration par laquelle Dieu l'établit sur cette terre comme son lieutenant. La main de tous les hommes est ouverte pour prendre, mais aucun individu ne peut se procurer ce qu'un autre a obtenu, à moins de lui donner quelque chose en échange » (Ibn Khaldoun) (2).

« La terre morte est acquise au premier occupant par sa mise en valeur, et si les traces de la première occupation sont effacées depuis longtemps, elle est acquise à celui qui la fait revivre » (Sidi Khabil) (3).

La conception de la propriété dans le droit musulman est toute entière synthétisée dans ces deux textes.

Il faut remarquer que ces textes ne font aucune distinction entre les croyants et les infidèles. On en tire cette importante

(1) SAURIN, *La Propriété dans le droit musulman, particulièrement au Maroc*.

(2) Cité par SAURIN, *op. cit.*

(3) Cité par SAURIN, *op. cit.*

conséquence que la vivification ou la revivification créent la propriété au profit de celui qui vivifie ou revivifie, qu'il soit croyant ou infidèle.

La seule différence qui distingue la propriété du croyant de celle de l'infidèle, c'est que cette dernière est frappée d'un impôt spécial, l'impôt du « Kharadj » (un cinquième du revenu), mais si l'infidèle se convertit à la religion musulmane, il est désormais affranchi du kharadj. Ainsi donc, selon les textes, pas de différence entre la propriété de l'infidèle et celle du croyant (sauf la restriction ci-dessus). Remarquons, avec M. Saurin (1), combien fut grande l'erreur des diplomates de la convention de Madrid de 1880, qui subordonnèrent l'acquisition de la propriété par un étranger à l'autorisation du souverain (2). « Il en résulte qu'un chrétien ne peut désormais devenir propriétaire au Maroc qu'en invoquant le Koran contre sa propre loi!... Les plénipotentiaires lui ont enlevé un droit que le Prophète lui avait reconnu... La question pourrait même utilement et curieusement se poser de savoir si un cadî peut annuler conformément à la convention de Madrid — que professionnellement il ignore — la propriété acquise par un Européen, sans autorisation du sultan et conformément à la loi koranique, la seule qu'il puisse appliquer. Il serait étrange — et cependant très juridique — qu'un magistrat restituât un chrétien contre les abandons, la défaillance de la diplomatie chrétienne. »

La convention de Madrid marque d'ailleurs un recul, car des traités antérieurs reconnaissent le droit de propriété des Européens au Maroc (traité de 1762 avec le royaume des Deux-Siciles, traité d'Oued Ras de 1861 avec l'Espagne, ce dernier traité n'exigeait l'autorisation du sultan que pour l'acquisition faite par un Européen à un indigène).

(1) *Loc. cit.*

(2) Cette erreur a été renouvelée lors de la Conférence d'Algésiras, dont l'article 60 fait un renvoi, sur cette question, à la convention de 1880.

L'erreur des diplomates de la convention de Madrid provient d'une déduction inexacte. De ce que la « terre appartient à Dieu » on a déduit que la propriété universelle appartient au sultan, son représentant sur la terre : ceux qui possèdent ne sont propriétaires que sous condition résolutoire, le sultan pouvant les déposséder à son gré. C'est pour soustraire les Européens à cet arbitraire que les diplomates de la convention de Madrid ont subordonné l'acquisition de la propriété à l'autorisation préalable du sultan. Nous avons vu que rien dans les textes ne permettait cette interprétation. Bien au contraire, les textes sont en désaccord formel avec cette proposition. Jamais législation primitive ne protégea mieux les particuliers contre le fait du prince. Le souverain ne peut lui-même concéder que ce qui lui appartient en propre. « C'est à tort, dit M. Saurin, que certains commentateurs, même parmi les plus modernes, ont pu considérer l'« iqtah » ou concession par le souverain, comme un acte constitutif de propriété. L'iqtah est simplement attributif de la propriété déjà créée qu'il transfère, à moins qu'il ne soit constitutif d'un simple droit d'usufruit ou d'usage. »

La propriété koranique est absolue et inviolable. Son fondement est un principe créateur : elle est issue du travail. Nous allons examiner brièvement à quelles conditions elle résultera du travail.

« La terre morte est celle qui n'appartient à personne » (Sidi-Khelil). Plus exactement la terre morte est celle qui ne produit rien. L'appropriation résultera de la mise en valeur de cette terre. Toutes les terres mortes sont susceptibles d'appropriation, sous réserve de certaines servitudes d'intérêt collectif (par exemple, servitude de pacage, d'affouage, etc., pour des fonds ruraux, servitude d'alignement pour des fonds urbains).

L'occupation sans mise en valeur ne suffirait pas à créer le droit de propriété. La mise en valeur résultera par exemple

de la découverte ou de l'aménagement d'une source, de constructions, plantations, labours, défrichements, terrassements, épierrements, aplanissement du sol. Par contre, la simple clôture du terrain, le pacage du bétail et même le creusement d'un puits pour l'abreuver, ne sont pas des actes suffisamment vivifiants pour que la propriété en résulte (Sidi-Khelil). Le cadi Ibn Acem estime que les travaux de l'occupant doivent se poursuivre au moins pendant trois années. Ce délai de trois ans a été quelquefois considéré par certains comme un délai de prescription. Rien n'est moins exact. La prescription moderne a pour fondement une longue possession apparente et paisible, ce qui permet de supposer un droit préexistant. Au contraire, fait remarquer M. Saurin, le droit ne préexiste nullement à la revivification : il en résulte.

Notons, cependant, que dans certains cas la possession prolongée d'une terre permet l'établissement d'une « moulkiah », espèce d'acte de notoriété qui peut servir comme moyen de preuve de la propriété, mais qui n'est nullement constitutive de l'acquisition de la propriété.

Cette théorie du travail, principe créateur de la propriété, est particulière au droit musulman. Nulle autre législation n'applique aussi rigoureusement ce principe d'une philosophie si élevée. C'est sous son influence, a fait remarquer M. Chauvin (1), professeur à l'Université de Liège, que Théodose reconnut, dans la préfecture d'Orient, l'acquisition de la propriété en faveur de ceux qui ont mis en valeur une terre inoccupée, sous la condition que l'effort de mise en valeur se soit prolongé durant deux années (*lex agri deserti* du Code Théodosien).

La propriété musulmane est essentiellement aliénable. « La propriété appartient à l'homme, l'homme n'appartient pas à la propriété » (Ibn Khaldoun).

(1) *Loc. et op. cit.*

Les modes de transmission de la propriété sont l'héritage, la donation et la vente. Je dirai ici seulement quelques mots de la vente.

« La vente est un contrat commutatif dont l'un des équivalents consiste en numéraire et l'autre en un objet certain qui ne serait ni l'or ni l'argent » (Ibn Arfa) (1). La vente est parfaite par le seul consentement des parties, la tradition matérielle de la chose vendue n'intervient que comme moyen de preuve.

M. Saurin résume comme il suit les conditions de la vente :

« Pour vendre, il faut pouvoir, vouloir et savoir. Le pouvoir appartient tout entier au propriétaire seul, le savoir suppose une intelligence libre et saine, le vouloir doit être expressément manifesté. Ces trois conditions sont nécessaires, ces trois conditions sont suffisantes. Le Prophète a implicitement formulé toute la théorie de la vente, que les commentateurs ont simplement déduite, lorsqu'il a prononcé : « Ce qui appartient à un musulman ne devient licite pour un autre musulman que si son maître le sait et y consent » (Koran).

(1) Commentateur musulman cité par Saurin, *op. cit.*

---

## CHAPITRE II

### **La condition juridique du Maroc.**

Le Maroc fait partie de ce que l'on appelle communément les Échelles de Barbarie. On appelle Échelles les ports de la Méditerranée soumis à la domination des princes musulmans (du latin *scala*, escale, échelle; ou, selon d'autres du turc *iskelé*, échelle, embarcadère, dérivé de l'hébreu *aïskaleth*). On distingue les Échelles du Levant et les Échelles de Barbarie. On entend par les premières les ports de l'Europe orientale ou de l'Asie Mineure, qui font partie de l'Empire Ottoman. Les Échelles de Barbarie comprennent les ports du Maroc et de Tripolitaine (autrefois, de l'Algérie et de la Tunisie).

Les musulmans, réfractaires aux voyages hors de leur pays, ont été contraints de s'adresser aux étrangers pour échanger leurs produits contre ceux qu'ils ne peuvent trouver chez eux. Pour que cet appel fût entendu, il fallait que de sérieuses mesures de protection fussent prises spécialement en faveur des étrangers qui viendraient s'installer dans les pays de l'Islam, il fallait que les chrétiens aient l'assurance de ne pas tomber sous le coup des prescriptions religieuses civiles, et criminelles du Koran.

Les premières Capitulations consenties par la Porte Ottomane auraient donc été inspirées par des besoins économiques. C'est du moins une théorie qui est défendue par de savants auteurs (1).

Cette explication a été combattue notamment par M. Pellissié du Rausas, directeur de l'École française du Caire (2). Selon cet auteur, les Capitulations ne paraissent une inexplicable anomalie que parce que nous les étudions avec les théories actuelles sur les droits et les devoirs de l'État. La conception d'un État, maître absolu chez lui, dont les lois sont obligatoires pour tous ceux qui l'habitent, nationaux ou étrangers, est essentiellement moderne. Cette conception n'a existé que du jour où le droit a rompu les liens qui l'attachaient à la religion et a cherché son fondement sur les principes de la morale universelle. Le monde musulman est encore très éloigné de cette conception, le droit et la religion s'y confondent encore.

Or, la loi religieuse est nécessairement personnelle ; elle ne connaît pas l'étranger, non croyant (3). Mais dès l'instant où les relations commerciales s'établirent, on fut obligé de reconnaître certains droits aux étrangers. On ne pouvait créer une loi spéciale pour eux, puisqu'on ne conçoit pas de droit en dehors de la religion. On leur appliqua leur propre loi.

Des traités spéciaux étaient donc nécessaires. C'est à la France que revient l'honneur d'avoir obtenu le premier de ces traités. Saint Louis, en 1251, obtint du roi d'Égypte un traité renouvelé plus tard par Philippe le Hardi, en 1270, par lequel d'importants privilèges furent accordés aux Français et à leurs consuls en Égypte, à Alexandrie, à Tripoli de Barbarie. C'est de ce traité,

(1) PRADIER-FODÉRÉ, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1869. — LIPPEMAN, *Die Konsularjurisdiction im Orient*. — FÉRAUD-GIRAUD, *De la Juridiction française dans les Echelles du Levant et de Barbarie*.

(2) *Le Régime des capitulations dans l'Empire ottoman*.

(3) Les Marocains non musulmans et les juifs, nous l'avons vu, ont leur justice particulière.

peut-on dire, que datent les Capitulations, ou plus exactement ce traité contient le germe des Capitulations, car les actes postérieurs, auxquels on a donné ce nom (du bas-latin, *capitulatio*, c'est-à-dire acte contenant divers articles ou chapitres, *capitula*; même étymologie que celle du mot capitulaires) n'ont pour but que de confirmer, en les augmentant, les avantages qu'il assurait aux Français.

Les Capitulations furent, sauf quelques rares exceptions, non des conventions synallagmatiques, obligeant chacun des contractants, mais des actes unilatéraux, des privilèges accordés par les sultans aux étrangers qu'ils favorisaient. Ce sont des concessions gracieuses et, par conséquent, essentiellement révoquables. De plus, le sultan s'engageait personnellement, il ne liait pas ses successeurs. De là, en principe, l'obligation d'obtenir la confirmation des Capitulations à chaque nouveau règne. C'est ce qui explique leur nombre relativement considérable.

Les Capitulations consenties par la Porte s'étendent aux territoires qui se trouvent sous la suzeraineté du sultan de Constantinople. Il convient, à ce sujet, de faire une remarque d'une grande importance. Le Maroc, quoique État Barbaresque, n'a jamais, à aucune époque, reconnu la suzeraineté de la Porte Ottomane. Resté indépendant, il fut gouverné par l'empereur ou sultan, qui s'imposa comme chef politique et comme chef religieux. « Le sultan marocain se considérait comme un chef spirituel et temporel, un Chérif, l'égal du Grand Seigneur de Stamboul » (1).

Le sultan du Maroc ne reconnaissait donc pas la suzeraineté du sultan de l'Empire Ottoman. La conséquence juridique, c'est que les Capitulations passées avec la Porte ne s'étendent pas au Maroc.

(1) ABEL BOUTIN, *Anciennes Relations commerciales et diplomatiques de la France avec la Barbarie*.

Mais le Maroc n'en reste pas moins un État hors chrétienté, ce qui justifie la situation spéciale faite aux étrangers dans ce pays. Lorsqu'il existe entre deux peuples une très grande différence sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes, des rapports durables ne sont possibles qu'autant que celui de ces peuples que son activité attire sur le territoire de l'autre, y trouve des garanties exceptionnelles, sans lesquelles il n'existe aucune sécurité pour les personnes, ni pour les biens. L'introduction de leur génie national dans ces pays est pour les étrangers le plus précieux gage de sûreté qu'ils puissent obtenir : ce n'est qu'à cette condition qu'ils peuvent fonder des établissements durables et fructueux.

L'état social, les institutions et les mœurs des États hors chrétienté, leurs idées sur les relations internationales, leurs lois sont très différentes de la civilisation européenne qui repose sur les principes du christianisme. Il est nécessaire que les ressortissants des États Européens ne soient point soumis à une justice absolument différente de la leur. Il est nécessaire de leur procurer les moyens de faire statuer sur leurs litiges, d'après les lois de leur pays d'origine. « Les États hors chrétienté, dit M. Féraud-Giraud (1), sont forcés d'exclure les étrangers de leur territoire, sous peine de violer la loi théocratique de leur constitution : ou bien il faut qu'ils autorisent, en faveur de ces dissidents étrangers (ou nationaux), un régime exceptionnel, qu'ils leur permettent de vivre sous l'empire de leurs lois propres, que la juridiction de ces dissidents peut seule appliquer... L'institution des justices extra-territoriales a dès lors parfaitement son explication et sa raison d'être; elle est en quelque sorte plus que consentionnelle; elle est imposée par une nécessité qu'il faut subir à moins de renoncer à tout rapport entre certaines nations. Mais il n'en est pas moins vrai que c'est à des circonstances tout

(1) *Op. cit.*

exceptionnelles, à des conditions anormales qu'elles doivent leur existence et qu'elles sont en opposition complète, d'un côté avec l'unité et l'homogénéité nationale, de l'autre avec le droit de souveraineté des États. »

Ce droit de protection exceptionnel n'a été établi au Maroc que dans la seconde moitié du dix-septième siècle, alors que ce régime existait en Turquie depuis le Moyen Age. Mais, ainsi que nous l'avons vu plus haut, les Capitulations consenties par la Porte Ottomane n'avaient pas application au Maroc, état indépendant et ne reconnaissant aucunement la suzeraineté de l'Empire Ottoman.

---



## DEUXIÈME PARTIE

### APERÇU HISTORIQUE SUR LES DIFFÉRENTS TRAITÉS SIGNÉS ENTRE LE MAROC ET LES PUISSANCES EUROPÉENNES, ET PLUS PARTICULIÈREMENT AVEC LA FRANCE

---

Comme pour la plupart des pays barbaresques, l'histoire des étrangers au Maroc se relie à l'histoire de la condition des Français au Maroc. Je me propose d'étudier ici brièvement l'histoire des principaux traités signés entre la France et le Maroc, en m'inspirant de l'ouvrage de M. Rouard de Card (*les Traités entre la France et le Maroc*) et me bornant à signaler seulement les traités les plus importants conclus entre le Maroc et les autres puissances (1).

---

(1) Sur les relations entre le Maroc et l'Espagne, V. ROUARD DE CARD, *Rev. dr. intern. public*, t. X et XI.

## SECTION I

### JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Pendant longtemps, aucune relation diplomatique n'exista entre la France et le Maroc. Il y avait état de guerre permanent entre les deux pays. Les pirates marocains attaquaient sans cesse nos vaisseaux, et nos marins répondaient à ces agressions par de nombreuses représailles. Les premiers rapports entre les rois de France et les sultans marocains datent du milieu du seizième siècle. Un consul fut même installé au Maroc, pour défendre les intérêts des marchands français, dans les dernières années du seizième siècle.

Le premier acte diplomatique fut une trêve signée le 3 septembre 1630 entre le chevalier de Razilly et le gouverneur de Salé. Cette trêve accordait libre accès aux vaisseaux français de guerre et de commerce dans le port de Salé, où devait être installé un consul français. De part et d'autre, on promettait de ne faire à l'avenir aucune prise et d'assurer la restitution de tous les otages.

Un an après, furent signés deux traités successifs entre Louis XIII et le sultan Molei Elgualid (17 et 24 septembre 1631). Par ces traités, le roi de France s'interdisait de prêter appui aux Espagnols contre le Maroc. La liberté du commerce et la liberté religieuse étaient reconnues au profit des nationaux respectifs

des deux pays. Ces traités permettaient l'établissement de consuls dans les ports et attribuaient à ces consuls un pouvoir de juridiction. Enfin, les captifs devaient être relâchés de part et d'autre et il était interdit pour l'avenir de faire d'autres prisonniers.

Cette dernière clause ne fut pas respectée, des deux côtés de nombreuses prises furent faites et donnèrent lieu à un nouveau traité signé en 1635 confirmant les traités antérieurs ; pour sanctionner la prohibition des prises, les deux nations s'engageaient « à châtier comme criminels, rebelles et perturbateurs » leurs sujets respectifs au cas où ils contreviendraient au traité.

Cependant les prises continuèrent et ce traité ne produisit pas plus de résultat que les précédents.

Six vaisseaux français, sous le commandement du chevalier de Château-Renaud, furent envoyés bloquer les ports principaux du Maroc. Le sultan Mouley Ismaël, inquiet du blocus qui paralysait le commerce marocain, envoya un ambassadeur à Louis XIV pour demander le rappel des vaisseaux français. A la suite de cette ambassade, fut signé un traité le 29 janvier 1682, traité de paix et de commerce par lequel le sultan autorisait le rachat des Français prisonniers, moyennant une rançon de 300 livres. Le sultan promettait de rester neutre en cas de lutte entre la France et les Régences barbaresques. Il garantissait la liberté de navigation aux sujets français et renouvelait à leur profit la liberté commerciale. Ce traité, signé à Saint-Germain-en-Laye, fut ratifié par le sultan le 2 octobre 1682 à la suite d'une ambassade de M. de Saint-Arnaud au Maroc.

En 1691, Mouley Ismaël tenta de compléter le traité de 1682, qui ne visait que des relations maritimes et commerciales, en formant avec Louis XIV une alliance offensive contre les Espagnols. Son désir n'ayant pas abouti, les hostilités reprirent sur mer. Sur les conseils d'Abdallah ben Aïcha, amiral de la flotte marocaine, le sultan signa une trêve avec le comte d'Estrée,

amiral de la flotte française, et envoya Abdallah ben Aïcha en France, en vue de conclure un traité définitif. Les négociations n'aboutirent pas et la piraterie reprit de plus belle dans la Méditerranée.

Les ministres de Louis XV, trop absorbés par les complications européennes, n'eurent pas le temps de s'occuper du Maroc. Cependant Choiseul entreprit une expédition navale pour tenter de réprimer la piraterie dans la Méditerranée. A la suite du bombardement de Salé et de Larache, un traité de paix et d'amitié fut conclu, le 28 mai 1767, entre Louis XV, représenté par le comte de Breugnon, et le sultan Sidi-Mouley-Mohammed. Cette convention reproduit la plupart des clauses du traité de 1682 relatives au trafic commercial et à la navigation, rappelle la promesse de neutralité du Maroc au cas de conflit entre la France et les Régences barbaresques. C'est dans ce traité que, pour la première fois, le droit de protection (1) nous est expressément reconnu (2). Enfin, le traité reconnaît à la France, au point de vue commercial, le traitement de la nation la plus favorisée (3).

(1) V. *infra* le chapitre consacré aux protégés.

(2) Article 11 du traité du 28 mai 1767.

(3) Article 5 du traité du 20 mai 1767.

## SECTION II

### DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A LA CONFÉRENCE DE MADRID EN 1880

A la suite de la Révolution française, le sultan Mouley-Soliman déclara qu'il prêterait l'appui de son alliance aux puissances coalisées contre la France et « défendit l'entrée de ses États à tous ces rebelles et méchants qui ne reconnaissent pas leur légitime souverain et roi » (1). Cette lettre, dont l'authenticité est d'ailleurs contestée, passa inaperçue au milieu des bouleversements de cette époque. Durant quelques années la diplomatie française se désintéressa des affaires marocaines. Aucune négociation n'eut lieu avec le sultan pendant la Convention, le Directoire et l'Empire.

Le gouvernement de Louis XVIII tenta de resserrer les liens d'amitié entre la France et le Maroc. A la suite de ces efforts, le sultan Abd El Rhahaman rendit, le 17 mai 1824, un rescrit confirmant le traité de 1767 complété par deux articles additionnels.

Charles X fit confirmer ce traité par un second rescrit rendu le 28 mai 1828, qui nous concédait à nouveau le traitement « de celle des nations chrétiennes la mieux accueillie et la plus favorisée ».

(1) Extrait d'une lettre de Mouley-Soliman du 3 mai 1793.

Nos relations avec le Maroc s'améliorèrent et restèrent bonnes jusque vers 1843. Lors de la conquête de l'Algérie, le sultan Abd El Rhahaman, qui était d'abord resté strictement neutre, se départit de cette neutralité, lorsque l'armée française força l'émir Abd El Kader à se réfugier sur le territoire marocain. Il voulut nous contester le droit de fortifier le poste de Lalla-Marnia, sur la frontière algéro-marocaine. L'affaire s'aggrava et un sérieux incident de frontière eut lieu en 1844. Un corps de cavalerie marocaine attaqua le général Lamoricière à Sidi-Aziz, à quelques kilomètres de la frontière. Les Marocains furent repoussés par nos troupes. M. Guizot, ministre des Affaires étrangères, vivement ému de cette attaque inopinée, faite sans déclaration de guerre, adressa un ultimatum au sultan et envoya une escadre pour appuyer nos réclamations. Le sultan ne se rendit pas à l'ultimatum. L'escadre bombarda Tanger et les troupes françaises livrèrent combat aux troupes marocaines, qu'elles battirent à la bataille de l'Isly. A la suite de cette bataille fut signée la paix de Tanger, conclue sur les bases de l'ultimatum, dont elle est, à peu de chose près, la reproduction (Convention du 10 sept. 1844).

L'empereur du Maroc promettait de retirer les troupes qu'il avait envoyées près de la frontière algérienne et de punir sévèrement les chefs coupables d'agressions envers les Français. Il prenait l'engagement de chasser Abd El Kader du territoire marocain et d'observer une stricte neutralité. Les deux gouvernements s'engageaient à délimiter prochainement les frontières et à conclure un traité général.

En confirmation de ce traité fut signée, le 18 mars 1845, la convention de Lalla-Marnia relative à la délimitation des frontières.

Tous ces accords n'empêchèrent nullement les incursions et les pirateries marocaines.

Cependant, notre ministre plénipotentiaire resta en bons termes avec le sultan et négocia et conclut avec lui deux con-

ventions importantes, celle du 19 août 1863 réglementant l'exercice du droit de protection et celle du 31 mai 1865 concernant l'administration et l'entretien du cap Spartel. Ces deux actes diplomatiques ont une grande importance. La convention de 1863, à laquelle la Belgique, la Sardaigne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède ont adhéré, favorise le commerce d'exportation par le maintien du privilège des canaux (1). La convention de 1865, à laquelle ont adhéré l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, organise l'éclairage de l'entrée du détroit et assure ainsi la sécurité de la navigation.

Nos bonnes relations avec le Maroc durèrent jusqu'à la fin du second Empire. Au début de 1870, cependant, nous dûmes faire une expédition sur le territoire marocain pour châtier la tribu des Oulad Sidi-Cheikh qui avaient commis des actes d'hostilité à notre encontre de concert avec d'autres tribus.

La guerre de 1870 influa sur notre situation au Maroc. Le Gouvernement du sultan voulut nous contester le droit de protection et Ci-Mohammed Bargach, ministre chérifien des Affaires étrangères, tenta de restreindre ce droit en ce qui concerne les censaux et les protégés irréguliers. Les propositions de Ci-Mohammed Bargach furent soumises aux plénipotentiaires étrangers dans la conférence tenue à Tanger en 1879. Quelques-unes furent acceptées, et d'autres réservées. En 1880, les cabinets de Madrid et de Londres provoquèrent une conférence à Madrid entre les représentants des diverses puissances, « pour arriver au règlement de la question des protections accordées aux sujets marocains ». La discussion y fut laborieuse. Grâce à des concessions réciproques, les plénipotentiaires purent voter un projet rédigé en dix-huit articles.

(1) Sur le privilège des canaux, voir *infra*, p. 86.

Cette convention, signée le 3 juillet 1880, réglemente :

1° La protection diplomatique et consulaire (art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 16);

2° L'acquisition de la propriété immobilière (art. 11);

3° Le paiement des impôts agricoles (art. 12, 13);

4° La médiation des employés des légations et consulats (art. 14);

5° La naturalisation étrangère des sujets marocains (art. 15);

Enfin, l'article 17 reconnaît le droit au traitement de la nation la plus favorisée à tous les États signataires de la convention. Ces États sont : la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Norvège.

---

### SECTION III

#### DE LA CONFÉRENCE DE MADRID JUSQU'A LA CONFÉRENCE D'ALGÉSIRAS DE 1906

La délimitation des frontières marocaines, qui avait été réglée en 1845 de façon défectueuse, donna lieu bientôt à de nouveaux troubles. En 1881, lors du soulèvement créé par Bou-Amama dans le Tell oranais, les rebelles trouvèrent un appui près des habitants de l'oasis marocaine du Figuig, située à 50 kilomètres environ de la frontière algérienne. M. de Freycinet recula devant les difficultés diplomatiques et les dangers que présentait l'occupation du Figuig. Il tenta de relever notre influence au Maroc par l'intermédiaire de notre plénipotentiaire politique que suivirent ses successeurs.

En 1891, les tribus voisines de Tanger s'étant révoltées, marchèrent vers cette ville. Ces troubles donnèrent lieu à une démonstration navale de la part de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Espagne.

Le but de ces puissances, en envoyant leurs vaisseaux, était de fournir, le cas échéant, protection à leurs nationaux respectifs. Le calme se rétablit rapidement. En 1892, le Gouvernement de la Grande-Bretagne, qui tentait d'établir sa prépondérance au Maroc, fit présenter par son représentant à la signature du sultan un traité de commerce dont les Anglais auraient seuls en

fait retiré un grand profit. Grâce aux démarches de notre ministre à Tanger, le sultan refusa de signer ce traité. En 1892, lors de l'application du nouveau système douanier, le Gouvernement français, qui voulait améliorer nos relations économiques, décida qu'il n'appliquerait au Maroc notre tarif minimum, que si le sultan consentait à réduire les droits très élevés et les prohibitions très nombreuses qui entravaient notre commerce. Le 24 octobre 1892 fut conclu un arrangement commercial, à la suite duquel une loi votée à la Chambre en 1893 permit au Gouvernement français l'application du tarif minimum aux produits marocains.

Malheureusement, des actes de piraterie continuèrent à se produire. Successivement furent attaqués par les pirates Riffains : un bateau français, le *Prosper Corin*, un voilier italien *Fiducia*, une barque portugaise *Roseta*. Plusieurs matelots furent capturés par les Riffains qui voulaient obtenir en échange l'élargissement de quelques-uns des leurs, détenus par les Espagnols. L'Allemagne, la France, l'Italie, le Portugal envoyèrent des vaisseaux à Tanger. Parallèlement à cette démonstration navale, les plénipotentiaires intervinrent auprès des autorités marocaines pour obtenir la mise en liberté de leurs nationaux prisonniers. On ne put obtenir leur liberté, que par l'échange des prisonniers détenus en Espagne, que réclamaient les Riffains (novembre 1897).

En 1898 à 1900 les agressions marocaines continuèrent, principalement dans la région saharienne. En vue d'assurer la sécurité et de favoriser le commerce de ses nationaux, le Gouvernement français signa avec le Maghzen deux protocoles.

Le premier, du 20 juillet 1901, régleme la répartition de certaines tribus limitrophes, qui se prétendaient indépendantes et organise la surveillance de certaines régions, où les conflits étaient particulièrement fréquents. Le second protocole, du 20 avril 1902, concerne l'organisation de la police (installation

par les deux gouvernements de postes de garde sur divers points des régions limitrophes, désignation de commissaires de frontières), le commerce et les douanes (établissement de marchés français, marocains et mixtes).

Ensuite, le Gouvernement français visa à s'entendre avec les puissances européennes, qui étaient plus ou moins intéressées au règlement de la question marocaine, se déclarant prêt à certaines concessions si elles voulaient reconnaître la prééminence politique de la France au Maroc.

Trois accords furent successivement signés par la France, avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne. Examinons sommairement ces accords.

1° *Accord franco-italien* (été 1902). — Les intérêts de l'Italie au Maroc sont de peu d'importance, mais l'Italie se montrait empressée à intervenir dans les affaires marocaines. Son but, en s'opposant à notre politique marocaine, était d'obtenir une transaction facilitant ses projets en Tripolitaine. Dans le courant de l'été 1902, fut conclu un accord qui n'a pas été publié; mais il résulte des déclarations de M.<sup>r</sup> Delcassé, ministre des Affaires étrangères, que, par cet accord, l'Italie reconnaît la prééminence de la France au Maroc et s'engage à ne pas y entraver notre action.

2° *L'accord franco-anglais* (8 avril 1904). — L'influence anglaise un moment prédominante auprès du sultan, avait décliné rapidement à la suite de réformes accomplies par le Maghzen, sur les conseils d'un journaliste anglais Walter Harris, réformes prématurées, qui avaient heurté les sentiments marocains. Aussi lorsque notre ambassadeur fit des ouvertures à l'Angleterre, en vue de régler la question marocaine, le secrétaire d'État des Affaires étrangères se montra disposé à examiner nos propositions. L'Angleterre voulait bien admettre la prééminence française au Maroc, mais elle prétendait à la possession exclusive de Tanger et entendait jouir de la liberté la plus complète pour

son commerce. Devant de telles prétentions, les négociations furent interrompues. Elles ne furent reprises qu'en 1904, lors de l'accord général franco-anglais réglant toutes les questions litigieuses entre les deux pays. Voici les clauses de cet accord relatives au Maroc.

L'Angleterre promet de ne pas entraver notre action au Maroc, pourvu que la France ne porte aucune atteinte aux droits dont l'Angleterre jouit en vertu des traités et usages. La France prend l'engagement de ne pas modifier l'état politique du Maroc dont elle assurera l'ordre et la sécurité. Le principe de la liberté commerciale y sera strictement observé.

3° *Accord franco-espagnol.* — L'Espagne a eu avec le Maroc des relations très importantes. Installée depuis la fin du quinzième siècle sur la côte marocaine, elle n'a cessé de combattre et de négocier avec les sultans, sans grands résultats d'ailleurs.

Au point de vue territorial, son œuvre coloniale est insignifiante, elle n'a su apporter aucune prospérité sur les quelques points qu'elle possède sur la côte. Au point de vue commercial, elle n'occupe aujourd'hui que le troisième rang pour les importations et les exportations. Au point de vue moral, elle n'a pas davantage progressé : elle avait le privilège d'installer des missionnaires, d'ouvrir des écoles (traité de commerce du 20 novembre 1861, signé après la paix de Tétouan et convention du 30 mai 1780) et cependant elle n'a pas réussi par ces moyens à attirer à elle les populations indigènes. Bien au contraire elle s'est aliéné les tribus kabyles voisines de ses Présides. Les prétendus droits historiques sur lesquels l'Espagne élevait ses prétentions, se réduisent donc à rien ou presque rien. Les négociations de l'accord franco-espagnol furent longues et laborieuses. Il fut enfin conclu le 7 octobre 1904. Les deux nations reconnaissent l'intégrité de l'Empire marocain. La France reconnaît l'existence des « intérêts résultant pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc. L'Espagne reconnaît la

prééminence de la France au Maroc. C'est ce qui résulte de la déclaration générale de cet accord, dont les clauses particulières ne sont pas connues.

Aussi la question marocaine paraissait réglée par ces accords successifs. La crise fut rouverte par l'Allemagne. Dès le début de l'année 1905, la presse officieuse allemande commença la campagne en reprochant à notre diplomatie la façon dont elle avait traité l'Allemagne, lors du règlement des affaires marocaines. Des discours hostiles à notre politique marocaine furent prononcés au Reichstag.

Au mois de mars, Guillaume II lui-même se livre à une manifestation significative ; au cours d'une croisière dans la Méditerranée, il fait escale à Tanger, rend visite au Maghzen et prononce des discours remplis d'allusions désobligeantes à l'égard de la France (1). Le chancelier de l'Empire, M. de Bulow, prétendait que les différents accords conclus par la France avec l'Italie, l'Angleterre et l'Espagne avaient pour but d'isoler l'Allemagne et que la politique exclusiviste de M. Delcassé accusait une tendance à vouloir transformer le Maroc en une seconde Tunisie.

En France, la Chambre des députés condamna la politique de M. Delcassé, qui démissionna le 19 avril 1905. M. Rouvier le remplaça.

(1) Répondant aux paroles de bienvenue de l'envoyé extraordinaire marocain, Guillaume II prononça le discours suivant : « C'est au sultan, en sa qualité de souverainin dépendant, que je fais aujourd'hui ma visite. J'espère que, sous la souveraineté du sultan, un Maroc libre restera ouvert à la concurrence pacifique de toutes les nations, sans monopole et sans annexion, sur le pied d'une égalité absolue. Ma visite à Tanger a eu pour but de faire savoir : que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir, pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc, puisque je considère le sultan comme souverain absolument libre. C'est avec lui que je veux m'entendre sur les moyens propres à sauvegarder ces intérêts. Quant aux réformes que le sultan a l'intention de faire, il me semble qu'il faut procéder avec beaucoup de précaution, en tenant compte des sentiments religieux de la population, pour que l'ordre public ne soit pas troublé. » (*Livre jaune.*)

L'intervention allemande se produisait juste au moment où, à la suite des accords signés, la France allait modifier la situation du Maroc et y assurer enfin l'ordre et la sécurité. Le sultan, fort de l'appui que semblait vouloir lui prêter l'Allemagne, répondit à notre représentant qui le pressait de consentir à toute une série de réformes indispensables, que, sans doute, ces réformes étaient nécessaires, mais que « les notables avaient déclaré très fermement qu'ils ne permettraient aucune réforme civile ou militaire exécutée par une puissance seule, à moins qu'une conférence internationale n'eût examiné au préalable ces réformes, conférence à laquelle assisteraient les représentants des puissances signataires de la convention de Madrid ». Cette réponse était évidemment inspirée par l'Allemagne.

À l'étranger, l'invitation du sultan à la conférence fut froidement accueillie. L'Angleterre, qui s'était d'abord opposée nettement à la conférence, déclara ensuite qu'elle subordonnerait son attitude à la nôtre. Les États-Unis firent la même déclaration. L'Espagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie déclarèrent successivement qu'elles iraient à la conférence si les autres nations y allaient. Le Gouvernement français demanda que la conférence fût précédée d'une entente amiable, dans laquelle seraient fixés les points à examiner. Le Gouvernement allemand répondit qu'une entente préalable serait une atteinte aux droits du Maghzen. Cependant, grâce à l'habileté de M. Rouvier, l'accord se fit peu à peu, et après de laborieuses négociations, le 8 juillet, M. Rouvier et le prince Radolin, le ministre allemand, échangèrent deux lettres consacrant cet accord. M. Rouvier donna connaissance de ces deux lettres à la Chambre. Celle de M. Rouvier au prince Radolin était conçue dans les termes suivants :

« Le Gouvernement de la République s'est convaincu par les conversations qui ont eu lieu entre les représentants des deux pays, tant à Paris qu'à Berlin, que le Gouvernement impérial ne poursuivrait à la conférence proposée par le sultan du Maroc

aucun but qui compromît les légitimes intérêts de la France dans ce pays ou qui fût contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements et en harmonie avec les principes suivants : Souveraineté et Indépendance du sultan ; Intégrité de son Empire. Liberté économique sans aucune inégalité. Utilité de réformes de police et de réformes financières, dont l'introduction serait réglée, pour une courte durée, par voie d'accord international. Reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire chérifien, et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit pour la France à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien. En conséquence, le Gouvernement de la République laisse tomber ses objections premières contre la conférence et accepte de s'y rendre. »

La note du prince Radolin prend acte de l'acceptation par la France de la conférence et confirme les engagements énoncés dans la lettre ci-dessus.

La conférence se réunit à Algésiras, le 16 janvier 1906. Y étaient représentés : la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'Angleterre, l'Italie, le Maroc, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie et la Suède. Les négociations furent lentes et laborieuses ; enfin, le 7 avril, l'accord fut signé. L'acte d'Algésiras comprend :

- I. Une déclaration relative à l'organisation de la police ;
- II. Un règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes ;
- III. Un acte de concession d'une banque d'État marocaine ;
- IV. Une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus ;
- V. Un règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande ;

VI. Une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

Conformément aux articles 120 et suivants, l'acte a été successivement ratifié par les puissances intéressées selon les formes législatives particulières à chacune, avant le 31 décembre 1906.

Nous devons examiner maintenant les clauses de l'acte d'Algésiras relatives à notre sujet.

---

## APPENDICE

---

### *Dates des principaux traités conclus entre le Maroc et les Puissances.*

Traité de paix et de commerce signé avec la Sardaigne, le 6 octobre 1825.

Traité de paix et de commerce signé avec l'Autriche, le 19 mars 1830.

Traité de paix et de commerce signé avec les Deux-Siciles, le 25 juin 1834.

Traité de paix et d'amitié signé avec les États-Unis, le 16 septembre 1836.

Traité signé avec le Danemark, le 10 juin 1853.

Traité général avec la Grande-Bretagne, signé le 9 décembre 1856.

Traité de commerce et de navigation signé avec la Grande-Bretagne, le 9 décembre 1856.

Traité de commerce signé avec les Pays-Bas, le 18 mars 1858.

Traité étendant les limites de la juridiction de Mèlilla signé avec l'Espagne, le 24 août 1859.

Traité de paix signé avec l'Espagne, le 26 avril 1860.

Traité de commerce signé avec l'Espagne, le 20 décembre 1861.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé avec la Belgique, le 4 janvier 1862.

Traité signé avec la Russie, le 20 mars 1880.

Traité de commerce signé avec l'Allemagne, le 4<sup>er</sup> juin 1890.

Convention relative à la place de Mélilla signée avec l'Espagne, le 5 mars 1894.

---

## TROISIÈME PARTIE

### LA CONDITION DES ÉTRANGERS AU MAROC

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **Quelles personnes sont « étrangers » au Maroc. — « Les protégés ».**

Ainsi que nous l'avons vu, la loi musulmane est intimement liée à la religion musulmane. Il en résulte que l'étranger, pour le musulman, est celui qui n'observe pas la religion musulmane, abstraction faite de sa nationalité, alors même qu'il serait Ottoman.

C'est un point de vue très spécial à la législation musulmane qui se sépare ainsi nettement de toutes les autres législations, lesquelles font abstraction de la religion pour déterminer la nationalité et prennent uniquement en considération le *jus sanguinis* et le *jus soli*, soit seuls, soit combinés. La conception musulmane se comprend aisément, si l'on songe combien la religion pénètre le droit musulman qui plutôt n'est qu'un aspect de la religion. En effet, le musulman seul a le droit de pratiquer le Koran ; seul, par suite, il peut se rattacher au droit musul-

man qui fait partie intégrante du Koran. L'étranger, pour le droit musulman, est donc celui qui ne pratique pas la religion musulmane, alors même qu'il serait Ottoman. C'est d'ailleurs ce qu'a décidé le Tribunal civil de la Seine, le 19 juillet 1901 (1), qui dit expressément : « Les prescriptions formulées par le Koran sont des prescriptions de droit musulman qui font partie des rites religieux et ne sont point applicables aux *chrétiens, sujets ottomans*. » Ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 août 1902 (2), qui dit aussi : « Les questions relatives à la validité des testaments des Grecs orthodoxes, *sujets ottomans*, sont régies par la loi religieuse et non point par la loi du Koran ; qu'elle qu'ait été la nationalité de la testatrice, le seul point utile à constater, c'est qu'elle était chrétienne. » Nous sommes donc en droit de poser qu'en règle générale sont étrangers au Maroc tous ceux qui ne pratiquent pas la religion musulmane.

Avec une pareille interprétation, le nombre des étrangers peut donc être considérable. Il l'est plus encore par la pratique des « protégés ».

Qu'entend-on par *protection* ? En termes généraux, M. Pierre Arminjon (3) en donne cette définition : « La protection se présente, au premier aspect, comme un lien juridique qui rattache une personne à un État, et le fait jouir de certains droits et avantages dérivés de la qualité de national de cet État, sans cependant lui conférer cette qualité de national, ni le statut personnel qui en dépend. »

Nous examinerons par la suite quels sont « ces droits et avantages dérivés de la qualité de national ».

Voici d'ailleurs quelle sera la division de ce chapitre :

(1) *Journal de droit international privé*, 1901, p. 993 et la note.

(2) *Journal de droit international privé*, 1903, p. 184.

(3) PIERRE ARMINJON, *Étrangers et Protégés dans l'Empire ottoman*. — LE BŒUF, *La Protection diplomatique et consulaire au Maroc*.

A. Les caractères généraux de la protection ;

B. Ses effets ;

C. Les personnes qui en bénéficient.

A. — Caractères généraux de la protection.

1° *La protection est viagère.* — La convention de 1880, article 6, alinéa 3, dit expressément : « La protection n'est pas héréditaire. »

« Une seule exception a été faite au profit de la famille Ben Chimol, qui de père en fils a fourni des interprètes à la légation française. Ci-Mohammed Bargach, ministre des Affaires étrangères du sultan, avait proposé de supprimer cette exception, parce que, selon lui, « elle annulait le principe » ; mais dans la conférence de Madrid, le plénipotentiaire de la France s'éleva contre la demande formulée par le ministre de Sa Majesté chérifienne. A la séance du 26 mai 1880, il rappela que l'exception avait été admise par la convention de 1863, que « les raisons la « motivant avaient été alors dûment appréciées par le Gouverne-  
« ment marocain et qu'elles avaient conservé toute leur force ». Sur ces observations, la conférence vota le maintien de la disposition spéciale dont profitait la famille Ben Chimol. Toutefois, il fut convenu, que si le sultan accordait par la suite une autre exception, chacune des puissances contractantes aurait le droit de réclamer une concession semblable (1). »

2° *La protection n'est pas absolument individuelle.* — D'après l'article 6 de la convention de 1880, « la protection s'étend sur la famille du protégé ; sa demeure est respectée. Il est entendu que la famille ne se compose que de la femme, des enfants et des parents mineurs qui habitent sous le même toit ». Ce texte

(1) ROUARD DE CARD, *Les Traités entre la France et le Maroc*.

exclut donc les père et mère du protégé ainsi que ses domestiques.

3° *Le protégé ne change pas de nationalité.* — Le protégé relève presque toujours d'une juridiction spéciale, les tribunaux consulaires. Il ne paie, nous le verrons, que les impôts auxquels sont soumis les nationaux dont il est le protégé. Il jouit d'un véritable régime de faveur (1). Devant de tels privilèges, on pourrait être tenté d'assimiler les protégés aux nationaux. Rien ne serait plus inexact : les faveurs accordées par les Capitulations ou traités sont des stipulations exceptionnelles. Leur portée ne doit pas dépasser celle du texte. Les protégés restent sujets du sultan même vis-à-vis de la nation dont ils tiennent leurs privilèges (2). Ils conservent leur statut personnel et jouissent à ce titre de tous les avantages qui sont particuliers aux sujets marocains. « Cette situation mixte et ambiguë est le produit d'un cumul de sujétions et de combinaisons dont il est très malaisé de déterminer les propriétés juridiques et les proportions (3). »

## B. — Effets de la protection.

Les effets de la protection résultent de l'article 11 du traité du 28 mai 1767, complété et modifié par les conventions du 19 août 1863 et du 3 juillet 1880.

(1) On a vu des personnages puissants, conseillers du sultan, solliciter la protection d'un agent diplomatique étranger, pour se mettre à l'abri des ressentiments du sultan. La presse a narré (août 1904) l'histoire d'El-Menebhi, ministre de la Guerre du sultan, qui, tombé en disgrâce, s'était placé sous l'égide de l'Angleterre, parce que le sultan voulait lui enlever ses immeubles. Il conserva ses biens, grâce à l'intervention britannique.

(2) M. PIERRE ARMINJON (*Revue de droit public*, 1901) rapporte que des protégés français en Turquie avaient demandé à être inscrits sur les listes de recrutement, afin de servir dans l'armée française. Le consul français s'y refusa.

(3) M. PIERRE ARMINJON, *Étrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, *op. cit.*

De ces textes, il résulte que, tout d'abord, la protection soustrait l'indigène à la juridiction territoriale pour le placer sous la juridiction consulaire, qu'ensuite la protection affranchit l'indigène du paiement des impôts.

1° *La protection soustrait l'indigène à la juridiction territoriale et le place sous la juridiction consulaire.*

Ce principe admet deux exceptions que nous trouvons dans l'article 5 de la convention de 1880 :

a) Les procès civils engagés devant la juridiction locale avant le moment où est accordée la protection, doivent être terminés devant les tribunaux qui en ont entamé la procédure ;

b) Lorsqu'un indigène est poursuivi pour un délit ou pour un crime, le droit de protection ne peut être exercé avant qu'il n'ait été jugé par les autorités locales et qu'il n'ait accompli sa peine, s'il y a lieu.

2° *L'indigène protégé est affranchi du paiement des impôts koraniques.*

Ce principe souffre également deux exceptions.

La première se trouve dans l'article 12 de la convention de 1880 :

Les protégés propriétaires ou locataires de terrains cultivés, ainsi que les censaux adonnés à l'agriculture, sont soumis à l'impôt agricole.

La seconde exception est prévue par l'article suivant :

Les protégés et les censaux propriétaires de bêtes de somme sont soumis à la taxe dite des portes.

Nous insisterons davantage, par la suite, sur les effets de la protection, lorsque nous étudierons la condition des étrangers au point de vue de leurs droits publics et privés.

Nous verrons, d'ailleurs, que les privilèges de fiscalité et de juridiction accordés aux protégés ne sont que l'extension à ces derniers des privilèges accordés aux étrangers.

C. — Quelles personnes bénéficient du droit de protection.

Les conditions nécessaires pour être « Protégé » sont strictement prévues par la Convention de la Conférence de Madrid de 1880.

La protection est accordée à trois catégories d'individus :

1° Sujets du sultan employés par les légations et les autorités consulaires ;

2° Sujets du sultan employés par les négociants pour les affaires commerciales ;

3° Sujets du sultan ayant rendu des services au pays protecteur.

Avant d'étudier plus spécialement chacun de ces trois groupes de Protégés, constatons que l'énumération que nous venons de faire est strictement limitative. Aucune puissance ne peut avoir de protégés qui ne rentreraient pas dans l'une de ces trois catégories.

1<sup>er</sup> GROUPE : *Sujets du sultan employés par les légations et les autorités consulaires.* — Aux termes de l'article 41 du traité du 28 mai 1767 conclu entre la France et le Maroc : « Ceux qui seront au service des consuls, secrétaire, interprète, courtiers ou autres, tant au service des consuls que des marchands, ne seront empêchés dans leurs fonctions, et ceux du pays seront libres de toute imposition et charge personnelle. »

Le droit de protection qui résulte de ce texte ambigu fut sanctionné par la Convention du 19 août 1863. Cependant, en 1879, le ministre chérifien des Affaires étrangères tenta d'obtenir, lors de la Conférence de Tanger, quelques restrictions au droit de protection en ce qui concerne les indigènes employés par les

autorités consulaires. Il voulait que le nombre des indigènes protégés fut diminué et limité aux nécessités du service. Il considérait qu'un interprète, un soldat, un secrétaire et deux domestiques suffisaient à chaque consul ou agent consulaire. Il laissait en dehors de sa demande le personnel de la légation de Tanger. Le représentant de la France ne refusa pas d'acquiescer à cette demande, mais fit remarquer que l'arrangement de 1863 était conçu dans les termes les plus généraux et que son Gouvernement, en acceptant les propositions du sultan, faisait une concession. Ci-Mohammed Bargach répondit : « L'arrangement fait en 1863 avec le représentant de la France n'a pas restreint le nombre des sujets marocains protégés, parce que ce nombre est limité dans les traités anglais et espagnols qui font mention de la protection et parce qu'un arrangement de la nature de celui fait en 1863 n'a pas le pouvoir de modifier les traités (1). Argumentations tупéfiante, car si la France a le droit de se prévaloir des traités anglais et espagnols, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, il n'est pas vrai par réciprocité que le Maroc puisse opposer à la France une limitation consentie par l'Espagne ou l'Angleterre à leurs droits !

Un an plus tard, en 1880, les propositions du Gouvernement marocain concernant les indigènes employés par les légations et les consulats furent adoptées dans les articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, de la Convention de Madrid.

D'après ces textes : les personnes qui jouissent de la protection sont les suivantes :

a) Les sujets marocains employés par les Représentants des puissances à Tanger. Ceux-ci jouissent du bénéfice de la protection sans qu'aucune limitation soit imposée aux ministres étrangers ; ils ont le droit de choisir leur personnel à leur gré et peuvent employer le nombre de personnes qu'ils veulent.

(1) Procès-verbal de la séance tenue le 19 juillet 1879. — *Livre jaune*.

b) Les sujets marocains employés comme interprètes, gardes ou domestiques par les autorités consulaires.

Ici, la Convention de Madrid apporte une étroite limitation. Le nombre des employés est strictement limité par l'article 3, qui reproduit simplement les dispositions des traités anglais et espagnols antérieurs à la Convention.

Chaque consul, vice-consul ou agent consulaire ne peut avoir qu'un interprète, un soldat, deux domestiques et, s'il en a besoin pour remplir ses fonctions, un secrétaire arabe.

c) Le sujet marocain, employé comme soldat par un sujet du sultan nommé à un poste d'agent consulaire dans une ville de la côte.

Il arrive qu'un sujet du sultan soit appelé aux fonctions d'agent consulaire. Ce sujet jouit avec sa famille des immunités consulaires, mais il n'a pas le droit de protéger d'autres sujets marocains en dehors de sa famille, à l'exception toutefois d'un soldat qui lui sert dans l'exercice de ses fonctions. La limitation est ici accentuée parce que les garanties apportées par le sujet du Maghzen appelé à remplir les fonctions d'agent consulaire ont lieu d'être suspectées. Aussi s'est-on montré moins large à son égard. D'ailleurs, ses fonctions n'exigent pas un grand nombre d'employés, et l'on a jugé suffisant de lui adjoindre seulement un soldat protégé. Cette exception fut admise sur la demande du représentant de l'Allemagne à la Conférence de Madrid.

Ne jouissent pas de la protection française d'après l'article 9 de la convention de 1880 :

« Les domestiques, fermiers, et autres employés indigènes des secrétaires ou interprètes. Il en est de même pour les employés ou domestiques marocains des sujets étrangers.

« Toutefois, les autorités locales ne pourront arrêter un employé ou un domestique d'un fonctionnaire indigène au service d'une Légation ou d'un Consulat, ou d'un sujet ou protégé étranger, sans en avoir prévenu l'autorité dont il dépend.

« Si un sujet marocain au service d'un sujet étranger venait à tuer quelqu'un, à le blesser ou à violer son domicile, il serait immédiatement arrêté, mais l'autorité diplomatique ou consulaire sous laquelle il est placé serait avertie sans retard. »

La convention du 3 juillet 1880 contient en outre deux prescriptions pour qu'on ne puisse étendre le privilège de la protection à des indigènes non compris dans les catégories ci dessus. Il nous suffira, sur ce point, de citer les articles 7 et 8 relatifs à ces prescriptions.

« ART. 7. — Les Représentants étrangers informeront par écrit le Ministre des Affaires étrangères du choix qu'ils auront fait des employés. Ils communiqueront, chaque année, au dit Ministre une liste nominative des personnes qu'ils protègent ou qui sont protégées par leurs agents dans les États du sultan du Maroc. Cette liste sera transmise aux autorités locales, qui ne considéreront comme protégés que ceux qui y sont inscrits. »

« ART. 8. — Les agents consulaires remettront, chaque année, à l'autorité du pays qu'ils habitent une liste, revêtue de leur sceau, des personnes qu'ils protègent. Cette autorité la transmettra au Ministre des Affaires étrangères, afin que, si elle n'est pas conforme aux règlements, les Représentants à Tanger en soient formés. L'officier consulaire sera tenu d'annoncer immédiatement les changements survenus dans le personnel protégé de son consulat. »

2<sup>e</sup> GROUPE : *Sujets du Sultan employés par les négociants étrangers ou censaux.* — C'est toujours à l'article 11 du traité du 28 mai 1767 qu'il faut se reporter. Aux termes de cet article, les indigènes, qui, en qualité de courtiers, sont au service des marchands, ne seront empêchés dans leurs fonctions et seront libres de toute imposition.

C'est sur ce texte qu'on se base pour accorder le bénéfice de la Protection aux courtiers indigènes ou censaux que les négo-

cians emploient pour leurs affaires. La Convention de 1863 précisa les dispositions de l'article 11 et décida que les censeux jouiraient du privilège de la Protection, mais réduisit leur nombre à deux par maison de commerce et par succursale dans les différents ports.

Il y eut de nombreux abus, et en 1880, lors de la Conférence de Tanger, le ministre chérifien des Affaires étrangères, Ci-Mohammed Bargach, proposa l'abrogation des dispositions ci-dessus. Il voulait assimiler purement et simplement les censeux aux domestiques d'un étranger non commerçant. Il leur refusait par là le bénéfice de la protection et les replaçait dans le droit commun, sauf sur un point : interdiction serait faite de les arrêter sans prévenir les agents consulaires dont ils relèvent.

Cette proposition contredisait totalement le traité de 1767 et la Convention de 1863. Loin de s'y opposer, certains plénipotentiaires l'aggravèrent encore. Le ministre de la Grande-Bretagne, M. Sackville-West, désireux de se concilier les bonnes grâces du Gouvernement marocain, déposa un projet contenant 11 articles. Ce projet ne réduisait pas le nombre des censeux, mais interdisait de les choisir parmi les habitants des villages de l'intérieur (1). Ci Mohammed Bargach se rallia à ce projet. Selon lui, c'était le seul moyen de mettre fin à des abus déplorables. La France déclara qu'elle désirait s'en tenir au *statu quo*, c'est-à-dire aux dispositions de la Convention de 1863. On ajourna l'examen de la question.

Grâce à l'énergie de notre plénipotentiaire, la question de principe ne fut pas soulevée lors de la Conférence de Madrid. Dès le début de la discussion, on considéra comme un fait acquis la question de savoir si la protection resterait acquise aux censeux. La discussion porta seulement sur les points suivants :

1° Réduirait-on le nombre des censeux protégés ?

(1) Propositions de M. le ministre de la Grande-Bretagne. — *Livre jaune*

2° Pourraient-ils être pris parmi les habitants de la campagne ?

L'Angleterre avait converti certaines puissances à sa manière de voir. Une majorité se constituait, disposée à accepter les diminutions des privilèges proposées. Le Ministre Chérifien, se rendant compte de cet état d'esprit, aggravait ses demandes. Le Ministre d'Angleterre présenta même un nouveau projet plus restrictif encore que le premier ; il admettait, en effet, la réduction du nombre des censaux dans certains cas et les soumettait à la juridiction locale (1). Le système proposé par le ministre anglais était directement opposé aux intérêts français. L'amiral Jaurès, notre plénipotentiaire, dans un langage énergique dicté par M. de Freycinet, protesta vivement et exposa les vues de notre Gouvernement sur cette question. La France ne refusait pas de chercher un remède aux abus qui avaient eu lieu, mais elle ne consentirait pas à chercher ce remède ni dans la suppression ou la réduction des censaux, ni dans une diminution de leurs droits. Quant à la liberté de choisir ces agents dans l'intérieur des terres, pourquoi voulait-on limiter ce droit resté jusqu'ici sans contestation ?

« Les conditions particulières de notre commerce avec le Maroc, répondit l'amiral Jaurès, nécessitent l'emploi de courtiers indigènes chargés par les négociants d'aller, souvent à de grandes distances des ports, chercher les laines qui fournissent la plus grande partie de l'exportation française. Vouloir interdire de prendre des censaux dans les campagnes, ce serait vouloir nous faire accepter la ruine à courte échéance de notre commerce au Maroc. Il faut indispensablement, à nos négociants, des agents qui connaissent l'intérieur du pays, les routes, les marchés, les points où ils peuvent s'arrêter sans péril. Quant à admettre que nos censaux soient soumis à l'autorité locale et traités absolument comme les autres sujets du sultan, cela nous

(1) Annexe n° 2 au protocole n° 1. — *Livre jaune*.

est également impossible. J'ajouterai que plus encore, peut-être, pour les censeux que pour les employés des consulats, la protection est indispensable. En effet, il serait difficile que les serviteurs des légations et des consulats pussent, sous les yeux de nos agents, souffrir de graves injustices, car on serait là pour intervenir et pour les protéger ; mais nos agents commerciaux dans l'intérieur, qui donc s'entremettra pour eux ? Personne ; ils n'ont d'autre sauvegarde que le titre de protégé qui les couvre.

« Je ne veux pas insister sur l'état de choses qui règne dans l'intérieur du Maroc ; mais en présence des actes arbitraires qui nous sont journellement signalés, autoriser l'arrestation d'un agent commercial sous l'accusation si facile à faire naître de tentative de meurtre et même de tout acte punissable, ce serait vouloir à chaque instant voir les intérêts de nos commerçants compromis. Il suffirait, en effet, pour écarter d'un marché l'un de nos acheteurs, d'élever contre lui une accusation quelconque, quitte plus tard à la reconnaître non fondée ; mais en attendant, l'achat n'aurait pu s'effectuer et l'un de nos négociants aurait été gravement atteint dans ses intérêts. Je me résume en disant : nous ne pouvons laisser encore restreindre le nombre des censeux, nous ne pouvons admettre qu'on nous interdise d'en prendre dans l'intérieur ; nous ne saurions enfin les laisser tomber sous la juridiction des cadis (1). »

Ce langage clair et résolu fit impression, et le ministre de la Grande-Bretagne retira son contre-projet. Sur ces entrefaites, les plénipotentiaires de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie formulèrent de nouvelles propositions : le projet du ministre Austro-Hongrois se rapprochait des vues du Maroc, le projet du ministre Italien de celles de la France.

Le ministre Austro-Hongrois élaborait même un troisième

(1) Protocole n° 6 ; séance du 6 juin 1880. — *Livre jaune*.

projet, tâchant de concilier les deux premiers. Les plénipotentiaires de la France et du Maroc avaient reçu respectivement l'ordre de ne pas transiger sur la question du choix des censaux dans l'intérieur des terres. La conférence, ne pouvant aboutir, fut suspendue et les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir rien fixé.

Durant cette suspension, M. de Freycinet fit pressentir les plénipotentiaires étrangers et les convertit à sa manière de voir. D'autre part, Ci-Mohammed Bargach rendit visite à notre représentant et tomba d'accord avec lui. A la reprise des travaux, il proposa l'article suivant :

« Il n'est rien changé à la situation des censaux, telle qu'elle a été établie par les traités et la Convention de 1863, sauf ce qui sera stipulé relativement aux impôts. »

Cet article fut voté par la Conférence (art. 10 de la Convention de Madrid de 1880).

Il résulte donc de ce texte que c'est toujours la Convention du 19 août 1863 qui réglemente la protection des censaux. Pour que ces indigènes puissent bénéficier du privilège de la protection en qualité de censaux, la Convention exige deux conditions :

1° Les indigènes doivent être employés par des négociants. La Convention rappelle que la qualité de négociant n'est reconnue qu'à celui qui « fait en gros le commerce d'importation et d'exportation, soit en son propre nom, soit comme commissionnaire ». N'est pas négociant le commerçant qui détaille des marchandises importées au Maroc.

2° Ces indigènes doivent être réellement employés pour des affaires de commerce.

Ces conditions sont absolument indispensables. Les employés et les domestiques marocains des étrangers non-commerçants ne jouiraient pas du bénéfice de la protection. Des indigènes employés par des étrangers dans une exploitation rurale n'en jouiraient pas non plus.

Enfin rappelons, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, que la protection n'a pas lieu d'une façon illimitée : elle ne s'étend qu'à deux indigènes au plus par maison de commerce et par succursale dans différents ports.

3<sup>e</sup> GROUPE : *Sujets du Sultan ayant rendu des services importants à l'une des puissances signataires de la Convention de Madrid.* — En vertu d'un usage qui ne reposait sur aucun texte, les représentants des puissances étrangères pouvaient inscrire, parmi leurs protégés, des indigènes qui ne remplissaient en fait aucune fonction, mais qui avaient rendu d'importants services.

Des abus se produisirent et le gouvernement marocain voulut refuser désormais ce droit qu'aucune Convention n'autorisait. Ci-Mohammed Bargach exposa les raisons pour lesquelles le Maghzen prétendait ne plus vouloir reconnaître cette protection traditionnelle.

« Le Sultan désire que la manière de procéder dans la protection soit d'accord à l'avenir avec les stipulations des traités, et que chacun reste dans les limites de ses droits, c'est-à-dire qu'on élimine des listes de protection tous ceux qui ne sont pas employés conformément aux traités et ceux qui ne sont pas au service des gouvernements, principalement les propriétaires et autres personnes riches qui ne sont pas employés et qui n'ont pas besoin d'emploi par leur situation de fortune, et auxquels on donne la protection contrairement au droit et qui refusent de payer des impôts à notre maître.

« Le Sultan désire que les règlements et les traités ne soient pas enfreints. Quand on aura supprimé ce que nous avons indiqué dans les listes de protection et que les éliminations seront faites conformément à notre demande, le gouvernement marocain sera tout disposé à donner par écrit des garanties pour qu'aucune injustice ou acte arbitraire ne soit commis envers ceux qui étaient inscrits sur les listes de protection jusqu'à présent et qui

ont été éliminés selon notre demande et en conformité avec les traités, et si ces personnes commettent des actes contraires à la loi ou aux règles du pays, le consul, sous la protection duquel elles étaient placées auparavant, sera averti pour qu'il puisse être présent quand l'affaire sera jugée par le tribunal afin de constater qu'on ne fait pas d'injustice (1). »

Ces prétentions étaient légitimes. Elles furent bien accueillies par les plénipotentiaires de la Conférence de Tanger mais rencontrèrent cependant l'opposition du Ministre d'Italie, dont le gouvernement ne voulait pas renoncer à un droit « sanctionné par la prescription et exercé depuis près d'un siècle avec le consentement tacite du Gouvernement marocain ».

En outre, le gouvernement italien n'accordait pas sa confiance aux engagements que le gouvernement marocain prenait en faveur des indigènes rayés des listes de protection. On ne put s'entendre et la question resta en suspens jusqu'à la Conférence de Madrid, où elle fut à nouveau débattue.

Le président de la Conférence, M. Canovas del Castillo, proposa que chaque puissance aurait le droit de protection pour services rendus sur trois indigènes. Un rapport devait être désormais soumis au ministre des Affaires étrangères à Tanger afin qu'il puisse apprécier la nature des services rendus et, le cas échéant, faire ses observations. Le Ministre d'Italie, tout en admettant les conditions accessoires que nous venons d'énoncer, exigea, sur l'ordre de son gouvernement, que le nombre des protégés consuetudinaires fut porté à douze. Après une laborieuse discussion, la Conférence adopta cette disposition transactionnelle qui est devenue l'article 16 de la Convention de 1880 :

« Aucune protection irrégulière ni officieuse ne pourra être accordée à l'avenir.

(1) Extrait d'une lettre du 18 février 1879 relative à la protection accordée par les représentants étrangers. — *Livre jaune*.

« Les autorités marocaines ne reconnaîtront jamais d'autres protections, quelle que soit leur nature, que celles qui sont expressément arrêtées dans cette Convention.

« Cependant, l'exercice du droit consuetudinaire de protection sera réservé aux seuls cas où il s'agirait de récompenser des services signalés rendus par un Marocain à une puissance étrangère, ou pour d'autres motifs tout à fait exceptionnels. La nature des services et l'intention de les récompenser par la protection seront préalablement notifiés au ministre des Affaires étrangères à Tanger, afin qu'il puisse, au besoin, présenter ses observations; la résolution définitive restera néanmoins réservée au gouvernement auquel le service aura été rendu. Le nombre de ces protégés ne pourra dépasser celui de douze par puissance, qui reste fixé comme maximum, à moins d'obtenir l'assentiment du Sultan.

« La situation des protégés qui ont obtenu la protection en vertu de la coutume désormais réglée par la présente disposition sera, sans limitation du nombre pour les protégés actuels de cette catégorie, identique, pour eux et pour leur famille, à celle qui est établie pour les autres protégés » (art. 16 de la Convention du 3 juillet 1880).

Il est permis de regretter l'admission de cette dernière catégorie de protégés, car elle ne correspond à aucun besoin réel. Certes elle permet aux puissances de se ménager parmi les habitants du Maroc un noyau de clients dévoués à leurs intérêts, mais elle donne lieu à de fréquents abus et indispose souvent à juste titre le Sultan. Nous avons rapporté plus haut l'histoire d'El-Menebhi, ministre de la Guerre du Maghzen, qui était tombé en disgrâce et dont le Maghzen voulait s'approprier les biens. El Menebhi invoqua le bénéfice de la protection anglaise et dut à l'intervention britannique de ne pas être dépossédé de ses biens (1).

(1) Voir ci-dessus, page 52, en note.

## CHAPITRE II

### **De la condition des étrangers.**

#### SECTION I

#### **LA CONDITION JURIDIQUE DES ÉTRANGERS N'EST PAS LEUR CONDITION DE FAIT**

La condition des étrangers au Maroc offrirait des garanties suffisantes si les traités étaient observés et s'il ne régnait au Maroc un état d'anarchie, de jour en jour plus grand, auquel la faiblesse actuelle du Maghzen ne peut remédier. En dépit des mesures de protection prises dans les traités, l'insécurité des étrangers est grande. De nombreux incidents se produisent sans cesse, dénotant un regrettable état de malaise sur le territoire marocain. Les tribus encouragées par la duplicité du Maghzen multiplient leurs méfaits. L'acte d'Algésiras apportera-t-il un remède à cette situation intolérable ? Il est permis de l'espérer, encore que les mesures prises soient insuffisantes.

Pour la première fois (1), en effet, les puissances ont tenté,

(1) Antérieurement cependant, les accords franco-marocains de 1901 et 1902 comportent toute une organisation de police et une réglementation de

dans l'acte d'Algésiras, d'assurer l'ordre par l'organisation d'une police chargée de veiller à la sécurité des étrangers au Maroc. Et parallèlement à l'organisation de cette police, les puissances ont réglementé, sur le territoire marocain, le commerce des armes et des munitions dont la contrebande sera sévèrement réprimée à l'avenir.

Les corps de police seront recrutés par le Maghzen parmi les musulmans marocains, commandés par des caïds marocains et répartis dans huit ports ouverts au commerce, Tétouan, Tanger, Larache, Rabat, Casablanca, Safi, Mogador et Mazagran.

Les officiers et les sous-officiers instructeurs seront français et espagnols, ce qui caractérise d'une façon très nette la situation privilégiée reconnue à la France et à l'Espagne au Maroc. Le nombre des officiers français et espagnols sera de seize à vingt, celui des sous-officiers français et espagnols sera de trente à quarante. Le fonctionnement de la police, dont l'effectif ne devra pas dépasser 2.500 hommes, ni être inférieur à 2.000, sera inspecté, au moins une fois par an, par un officier supérieur de l'armée suisse, dont le choix sera proposé à l'agrément du Maghzen par le Gouvernement fédéral suisse. Cet inspecteur n'interviendra pas dans le commandement et dans l'instruction, mais il établira un rapport qu'il adressera au Maghzen et qui sera communiqué au doyen du corps diplomatique à Tanger, afin que le corps diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence, *de surveiller si elle garantit d'une manière efficace et conforme aux traités la sécurité des*

la répression et de la contrebande des armes, mais ces accords ne règlent que des questions touchant à la frontière marocaine. En outre, bien que conclus en 1901 et 1902, ils n'ont pas encore reçu leur entière application. Ainsi ces accords stipulent la nomination d'une commission composée de deux commissaires français et de deux commissaires marocains pour organiser la police. Cette commission mixte n'a jamais pu jusqu'à présent être réunie,

*personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.*

Enfin, le cadre des instructeurs, officiers et sous-officiers, sera français dans certains endroits, espagnol dans d'autres, français et espagnol, c'est-à-dire mixte, dans certaines villes et notamment à Tanger.

Le second chapitre de l'acte d'Algésiras organise la surveillance et la répression de la contrebande des armes. Ce chapitre est le corollaire indispensable du premier.

En principe, l'acte prohibe l'importation et le commerce des armes et des munitions de guerre sur toute l'étendue de l'Empire chérifien. Quelques exceptions sont prévues pour les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics, pour les armes et munitions destinées aux troupes du Maghzen, enfin pour les armes et munitions de chasse dont le commerce sera déterminé par des règlements ultérieurs.

Toutes enquêtes, vérifications ou visites de navires soupçonnés de transporter, pour les introduire au Maroc, des armes prohibées devront être faites par un délégué de la douane chérifienne en présence de l'autorité consulaire compétente.

Toute contravention aux prohibitions édictées sera réprimée par de sévères pénalités (amende de 1.000 à 5.000 pesetas, amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée, emprisonnement de trois mois à deux ans). Des primes seront attribuées aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui en auront opéré la saisie.

Enfin, dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc. De même l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et en général dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

En résumé, l'on peut dire que la Conférence d'Algésiras prévoit tout ensemble une action internationale et un mandat spécial donné à la France et à l'Espagne. C'est, dans les termes mêmes de la Conférence, l'action internationale qui est dominante pour toute la surveillance des armes, pour toute l'interdiction de l'importation des armes. Pour la police, un mandat spécial est donné à la France et à l'Espagne, pour reconnaître la particularité des intérêts que leur constitue leur situation spéciale au Maroc.

L'application de ces mesures peut contribuer à établir l'ordre au Maroc. Mais il faut, compter avec le bon vouloir du Maghzen qui met à profit toutes les divisions qui s'élèvent entre les puissances européennes. Il convient de remarquer que ces derniers mois la situation est devenue intolérable au Maroc, particulièrement vis-à-vis des Français. Le Gouvernement du sultan, fort de l'appui qu'il compte trouver auprès de l'Allemagne, refuse, de parti pris, toute satisfaction à nos prétentions les plus légitimes. Pendant la réunion même de la Conférence d'Algésiras, bien mieux depuis le vote de l'acte d'Algésiras et sa ratification par les puissances, de nombreux méfaits ont été commis à notre rencontre. La liste en est interminable. A titre d'indication, j'ai cité, à la fin de ce chapitre, un résumé chronologique des principales affaires de frontières qui ont eu lieu de février 1906 à mars 1907 et pour lesquelles nous avons de justes griefs contre le Maghzen.

Mais s'il est vrai que l'acte d'Algésiras a été ratifié par toutes les puissances intéressées et que dès lors il est actuellement en vigueur, il est juste cependant de dire que l'organisation de la police est à peine commencée et l'on ne peut encore en recueillir les bienfaisants effets qu'il est permis d'en espérer.

---

## DOCUMENT ANNEXE A LA SECTION I.

*Exposé chronologique des principales affaires de frontières entre la France et le Maroc (10 février 1906-19 mars 1907). (Extrait du Journal officiel, discours de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, prononcé à la séance de la Chambre du 26 mars 1907.)*

« Le 10 février 1906, deux douaniers français sont tués sur la frontière par des maraudeurs venant du territoire marocain. Un seul des meurtriers a été arrêté et nous a été livré par l'entremise de Bou Amama.

« Nos sujets algériens domiciliés à Oudjda ont été l'objet de vexations multiples de la part des autorités de la ville : on les a évincés de la location aux enchères des magasins habous ; on les a désarmés.

« Au mois de mars, un Français, M. Sonin, a été blessé.

« En mai, le maghzen a fait publier des ordres interdisant aux gens des tribus de se rendre aux marchés algériens d'El-Haimer.

Dans le courant de l'été, une attaque générale des tribus du Tafilelt et de la haute Moulouya a été ouvertement préparée contre nous. Le khalifa, frère du sultan de Tafilelt, et son entourage ont favorisé cette agitation.

« La harka, déjà réunie, n'a été découragée que par nos préparatifs de défense ; néanmoins, nous avons subi des agressions partielles : rezzou de 250 hommes dans le Sud, au moins d'août ; vol de chameaux près de Béchar, au mois d'octobre ; courrier enlevé entre Béni-Ounif et Taghit, le 28 novembre — un homme tué ; patrouille de la compagnie saharienne de Béni-Abbès massacrée peu après dans la même région.

« D'autre part, les Cheurfa du Tafilelt, de concert avec les

représentants du maghzen, ont interdit toute relation entre cette province et notre territoire.

« Les propriétés des Doui-Menia, tribu française depuis l'accord de 1901, ont été confisquées. Le 22 août, notre représentant à Tanger, sur les instructions du département, a adressé une lettre au maghzen pour réclamer contre les encouragements donnés à la harka et les différentes infractions aux protocoles de 1901 et 1902.

« Nous demandions en outre que les dissidents de la tribu des Ouled-Djérir, également attribuée par le protocole à la France, fussent éloignés de nos confins ainsi qu'il avait été stipulé dans les accords. Nous fixions un délai de deux mois au Gouvernement marocain pour nous donner satisfaction.

« N'ayant obtenu aucune réponse, notre ministre a adressé une nouvelle protestation au maghzen le 13 octobre; il y était dit que nous nous considérions dès ce moment comme autorisés à prendre les mesures nécessaires pour la défense de nos sujets et de nos intérêts.

« Le 14 octobre, une autre lettre était adressée au maghzen au sujet des incidents de la région d'Oudjda; nous demandions la révocation du pacha de Saïdia qui, quelques semaines auparavant, avait commis personnellement une violation de notre territoire; le paiement des indemnités réclamées par nos ressortissants et dont le chiffre ne pouvait être contesté; l'envoi d'instructions donnant tout pouvoir à l'amel d'Oudjda d'appliquer intégralement le régime des protocoles.

« Ces sommations étaient confirmées par un télégramme du 20 octobre à notre ministre à Tanger répondant aux premières explications très insuffisantes du Gouvernement marocain. Depuis ce moment, le maghzen ne nous a donné aucune satisfaction sur les points essentiels.

« Notre commerce continue d'être boycotté dans le Sud; les propriétés des Doui-Menia sont toujours confisquées; on a

vendu publiquement aux enchères dans un qsar du Tafilelt les armes des soldats français tués sur la frontière; enfin tout récemment le maghzen a prescrit à ses agents dans la région d'Oudjda de percevoir les droits de douane sur les importations algériennes, en violation formelle des accords. Nos ultimatums, qui n'ont été suivis que de précautions purement défensives de notre côté, n'ont eu d'autre résultat que d'augmenter l'insolence du maghzen à notre égard.

« La conclusion qui se dégage de cet ensemble est que le sultan est indifférent à toute réclamation venant de nous, si légitime soit-elle, et quel qu'en soit le ton.

« Voici des faits plus graves :

« Assassinat de M. Charbonnier. — M. Charbonnier a été tué le 27 mai 1906, à 4 heures du soir, au cours d'une promenade à cheval, en plein jour, à trois quarts d'heure de Tanger, par deux indigènes appartenant à la tribu des Andjera, dont les noms sont actuellement connus de notre légation. Les autorités de Tanger eurent en cette occasion une attitude inconvenante, mettant une étrange lenteur à avertir la légation, puis, lorsqu'elles se décidèrent à faire ramener le corps, refusant de le rendre aux envoyés de la légation, dont un fut frappé par les soldats marocains.

« Les réparations imposées pour ce crime comprenaient avant tout la punition des meurtriers. Bien qu'ils eussent été connus assez vite et que notre légation eût répété les sommations à ce sujet, les autorités chérifiennes ne manifestèrent aucun désir de les arrêter; on vit même à plusieurs reprises les deux auteurs du meurtre au marché de Tanger.

« Le représentant du sultan, Mohammed Torres, est personnellement responsable à notre égard de ce manquement aux promesses qui nous furent faites.

« Le 19 septembre 1906, M. Lassalas, agent de la compagnie marocaine à Marakech, qui se trouvait à une journée de cette

ville dans la tribu des Tekna, fut entouré par un groupe hostile et blessé d'un coup de feu à la jambe. On le transporta chez le caïd de la tribu qui le garda une nuit comme un prisonnier, tandis que s'agitait la question de savoir si on l'achèverait. L'avis prévalut toutefois de le renvoyer à Marakech, où il arriva péniblement.

« L'enquête ouverte sur cette affaire par notre consul à Mogador fut confiée au chancelier algérien, homme ayant une longue pratique du Maroc. Ayant établi la réalité des faits, il voulut les exposer au pacha de Marakech. Le gouverneur chérifien le reçut en public de façon insolente, refusa de discuter et notre agent dut se retirer dans des conditions humiliantes pour nous.

« La légation de France demanda inutilement la révocation du pacha.

« La mission hydrographique organisée par le comité du Maroc et dirigée par le lieutenant de vaisseau Dyé a reconnu pendant le mois de janvier dernier le cours inférieur du Sebou, qui est la grande voie fluviale du Maroc. Au cours de cette exploration, M. Dyé et l'ingénieur attaché à sa mission, M. Pobéguin, ont été attaqués par les indigènes de la tribu des Beni-Hassem. Un coup de feu a été tiré sur M. Pobéguin sans l'atteindre. M. Dyé avait été l'objet d'une attaque du même genre l'année dernière dans la même région. Notre consul à Rabat, M. Leriche, voulant aller à Méchebya, s'est vu refuser l'entrée de cette ville. Dans la discussion, et sans que M. Leriche y eût donné prétexte, les soldats marocains l'ont menacé de leurs fusils.

« Le pacha de cette ville est connu pour son hostilité à l'égard des Français. Le 9 de ce mois, M. de Gironcourt, ingénieur agronome, en voyage d'études au Maroc, se promenait dans l'intérieur de Fez lorsqu'il fut assailli, lapidé et presque assommé. Il put cependant se traîner, le crâne fendu, jusqu'à la maison du gouverneur, qui manifesta de vifs regrets de l'inci-

dent; mais bien que notre consul eût aussitôt demandé la punition des coupables, aucune satisfaction ne nous avait été encore donnée aux dernières nouvelles.

« M. Doutté, arabisant très distingué et professeur à l'école des lettres d'Alger, a rempli plusieurs missions au Maroc. Se trouvant il y a deux mois à Marakech, il voulut se rendre dans le district voisin de Glaoua. Le pacha de Marakech, prétextant des ordres du maghzen, incita le caïd El Glaoui à lui refuser l'accès de son territoire. Il fut arrêté en effet dès qu'il arriva sur ces confins, par le Khalifa du caïd El Glaoui, qui alla jusqu'à lever la main sur M. Doutté. On le reconduisit brutalement à Marakech. La légation de France renouvela à ce propos sa demande de destitution du pacha de Marakech, véritable instigateur de ces mauvais traitements.

« Affaires de Mauritanie. — Depuis que nous avons établi notre autorité sur les régions sahariennes situées au nord du Sénégal, et notamment dans le Tagant, nous rencontrons l'hostilité de la secte des Goudfga, dont le chef, le cheikh Ma el Aïnin, réside à proximité du cap Juby, dans le Séguet-el-Hamra. Ma el Aïnin est depuis très longtemps en relations intimes avec le gouvernement marocain.

« Lui et son fils vont fréquemment au Maroc. Ils sont toujours reçus par le maghzen avec les plus grands honneurs. Cette amitié vient de prendre un caractère ouvertement hostile à la France. Pendant l'année dernière les tribus du Tagant et de l'Adrar ont été travaillées à la fois par les émissaires de Ma el Aïnin et par le chérif marocain, cousin très rapproché du sultan et envoyé officiellement par le maghzen pour forcer les Français à évacuer le Sahara. Cet agent, nommé Moulay Idriss, a pris à l'automne la direction effective du soulèvement et a conduit une troupe de cinq cents hommes armés de fusils à tir rapide contre notre poste de Tidjikja, dont un détachement a été écrasé à Niemélane. On se rappelle que les renforts envoyés

aussitôt ont dégagé le Tidjikja, après un siège de plusieurs semaines, et ont rejeté Moulay Idriss dans l'Adrar.

« Le maghzen, mis en demeure de nous expliquer sa participation dans ces événements, n'a même pas cherché à la dissimuler. On s'est contenté de répondre à notre consul à Fez que Moulay Idriss avait bien une mission du sultan et qu'il était chargé d'une enquête sur nos empiétements dans le Sahara.

« La responsabilité du gouvernement chérifien, déjà établie par ces déclarations comme par l'ensemble des renseignements recueillis sur les lieux mêmes et par les lettres que Moulay Idriss a adressées au nom du maghzen à tous les chefs influents de Mauritanie, est également engagée par les envois d'armes que le maghzen a faits et fait encore à Ma el Aïnin. Le cheikh venu l'an dernier à Fez est reparti avec fusils et munitions. D'autre part, un chargement d'armes et de munitions a été transporté il y a quelques semaines, de Larache à Mogador, sur bateau allemand, pour Ma el Aïnin. Il est en ce moment à Mogador, d'où on annonçait ces jours-ci qu'il allait être embarqué pour le cap Juby.

« Depuis lors, en mars 1907, le docteur Émile Mauchamp, directeur du dispensaire français de Marakech, fut assassiné, sans que le gouverneur de la ville ait pris les mesures nécessaires pour protéger le docteur que guettait une foule fanatique. — A la suite de cet assassinat, nos troupes ont occupé Oudjda jusqu'à ce que la France obtienne réparation.

« Enfin, l'assassinat des ouvriers européens employés à la construction du môle de Casablanca a amené une intervention plus énergique de la France; elle déroule en ce moment son action autour de Casablanca. »

---

## SECTION II

### LE PRINCIPE DE LA CONDITION DES ÉTRANGERS AU MAROC

En Europe, les lois et les principes dominants du droit international privé tendent à assimiler de plus en plus, en ce qui concerne le droit privé, la condition des étrangers à celle des nationaux. Nous avons vu qu'il en est tout autrement dans les pays hors chrétienté.

« Là, les étrangers ne demandent pas à être traités sur un pied d'égalité avec les indigènes ; bien au contraire, ils demandent à échapper à l'arbitraire d'une autorité sans bornes, à conserver leurs lois et leurs juridictions, à rester placés comme ils le sont, dans une situation exceptionnelle et privilégiée par rapport aux sujets du sultan (1).

« Pour définir cette situation et expliquer l'autonomie dont jouissent les étrangers dans les pays hors chrétienté, on a eu souvent recours à la fiction d'exterritorialité. Cette fiction consiste, dit Grotius, « en ce qu'il y a des personnes qui sont réputées n'habiter point le pays dans lequel elles résident, et qui en conséquence ne sont point soumises à ses lois ».

« Tel est bien le cas où se trouvent les Européens au Maroc, puisqu'en dépit de leur résidence sur le sol marocain ils ne sont point soumis aux lois et aux tribunaux de ce pays. Cette fic-

(1) PAGES, *De la Condition des Français en Orient*.

tion que le droit public appliqua aux diplomates accrédités près des cours étrangères, peut donc sans impropriété servir à caractériser la situation des étrangers au Maroc, qui présente, on ne peut le nier, une assez grande analogie avec celle des ambassadeurs. Mais nous devons faire une réserve importante, dont nous verrons par la suite les conséquences : l'exterritorialité ne constitue pas un principe de droit, mais une fiction ; nulle part elle n'est érigée en règle absolue ; il en résulte qu'on ne peut accepter toutes les conséquences que le raisonnement en peut tirer.

« La plupart des auteurs reconnaissent qu'il résulte des droits concédés par la Porte un véritable privilège d'exterritorialité. D'après M. Gaullot (1) l'exterritorialité résulte de ce qu'autrefois les étrangers établis dans une ville d'Orient étaient obligés de résider dans un quartier déterminé ; la *fondique*, exclusivement habitée par des étrangers, était censée n'être pas en pays musulman. Les musulmans n'y pouvaient pénétrer, et les autorités locales se désintéressaient de la surveillance de ces lieux dont elles laissaient l'administration et la police aux consuls (2). Plus tard, les conditions d'existence des étrangers se sont modifiées, mais l'exterritorialité et ses conséquences ont survécu à la résidence forcée dans la *fondique*. »

Le Maroc n'a jamais été fermé à la pénétration de l'étranger et a ouvert ses portes non seulement à sa personne et à ses marchandises, « mais aussi à ses lois que généralement l'étranger dépose en franchissant la frontière. Celui qui pénétrait au Maroc s'y installait avec ses droits ; il apportait et conservait son indépendance, théorique sinon pratique, l'autonomie la

(1) *Essai sur les droits des Européens en Turquie et en Égypte*.

(2) Dans les principales villes du Maroc, les quartiers juifs où actuellement encore les israélites sont cantonnés, présentent une grande analogie avec la *fondique*. Les juifs, nous l'avons vu, soustraits à la juridiction marocaine, relèvent de la juridiction rabbinique.

(3) SAURIN, *Journal du droit international privé*, 1907, p. 5 et suiv.

plus absolue à l'égard de la souveraineté locale. Il introduisait, au milieu de l'Empire, un véritable État dans l'État, une enclave inviolable, à l'occasion de laquelle pouvait déjà s'exercer légitimement l'intervention de l'Europe, avant même que la Convention d'Algésiras ne définisse les modes principaux de cette intervention... C'est le régime dit des *Capitulations* appliqué dans toutes les Échelles du Levant et de Barbarie, mais que les circonstances, l'influence du milieu et les traités ont quelque peu modalisé au Maroc.

« Quelle est, suivant ce régime, la condition juridique des étrangers dans l'Empire chérifien, au point de vue civil ?

« Une formule commode — l'exterritorialité fictive — a l'avantage de caractériser, avec une suffisante approximation, la condition légale de l'étranger au Maroc. Cette formule résume assez exactement toutes les apparences de ce fait complexe. Elle aurait, toutefois, de graves inconvénients si on la considérait comme l'énoncé d'un principe absolu, générateur de toutes les conséquences que la pratique ensuite se limiterait à déduire successivement.

« Il serait notamment excessif d'en conclure que l'étranger exterritorialisé doit être fictivement situé dans son pays d'origine. C'est le besoin et la volonté de protéger le chrétien contre l'agression possible, ou même le contact d'une société hostile, qui motivèrent les Capitulations consenties par les souverains du Levant ou de Barbarie. La France et les autres nations également bénéficiaires ne furent certes pas préoccupées de prolonger leur souveraineté sur la personne entière de leur sujet expatrié. Il suffisait, pour assurer cette protection, de soustraire le chrétien à l'influence et à l'arbitraire de l'autorité locale, sans nécessairement le soumettre à toutes les exigences de sa loi nationale. Exterritorialisé à l'égard du pays de sa résidence effective, le chrétien n'est pas territorialisé chez lui. Une frontière le sépareit de l'autorité indigène; aucune autre juridiction que la sienne propre

ne pouvait l'atteindre, mais cette juridiction appliquait une loi dont les Capitulations n'avaient pas à définir, ni même à impliquer les termes et qui n'était pas nécessairement toute sa loi nationale. Cette distinction n'est pas seulement théorique. Elle se traduit par une différence rigoureuse entre l'instrument qui dessaisit la souveraineté locale et celui qui applique la souveraineté nationale sur le chrétien en pays d'Orient. Le dessaisissement suppose évidemment l'accord préalable avec le souverain dessaisi. Il résultera donc d'une convention, d'un traité. C'est par des règlements diplomatiques et internationaux què seront déterminées les conditions d'exercice de la juridiction nationale, aux lieu et place de la juridiction locale. Tandis que des lois suffiront, sans aucun caractère synallagmatique, pour attribuer et définir le mode et les pouvoirs de cette juridiction, c'est-à-dire la législation qu'elle aura mission d'appliquer.

« Le citoyen est exterritorialisé en vertu de traités, mais, sur ce territoire fictif où le placent les traités, il doit être régi par des lois issues de la seule puissance métropolitaine ayant autorité sur lui. »

Cette fiction de l'exterritorialité n'a pas la même raison d'être pour les diplomates et représentants des puissances que pour les particuliers. En tous pays les diplomates bénéficient de l'exterritorialité : ce sont les représentants de leurs États, et ce privilège leur est indispensable pour remplir leurs fonctions. Nous avons vu que ce droit de protection exceptionnel pour les particuliers est rendu nécessaire par la différence des institutions et des mœurs des États hors chrétienté qui offre trop de contraste avec la civilisation européenne.

Le principe de l'exterritorialité s'applique-t-il également aux associations et aux sociétés étrangères qui se fixent sur le territoire marocain ? En un mot, la fiction de l'exterritorialité s'applique-t-elle aux personnes morales ? M. Weiss l'admet pour

les Échelles de Levant (1) par l'effet des Capitulations. Nous avons vu que les Capitulations ne s'étendent pas au Maroc, mais la solution admise par M. Weiss, n'étant pas contredite par les traités, nous paraît également vraie pour les autres États barbaresques.

Les mêmes considérations que nous faisons valoir tout à l'heure pour les personnes physiques ont ici également la même force ; les mêmes raisons imposent que les personnes morales aient au Maroc la même situation que les personnes physiques. Le droit des associations et sociétés est en effet trop rudimentaire au Maroc pour que les sociétés qui vont s'y établir puissent vouloir se soumettre aux lois du pays ; les y contraindre serait d'ailleurs leur enlever toute idée de venir s'établir au Maroc. L'intérêt bien entendu du maghzen lui-même est donc que les personnes morales restent, sur son territoire, soumises à leur loi nationale. Au surplus, la notion de l'ordre public interne ne saurait être invoquée ici contre ces groupements. L'acte d'Algé-siras nous fournit lui-même un argument décisif en ce sens, puisqu'il déclare, dans son article 44, la banque d'État du Maroc « constituée sous la forme des sociétés anonymes... et régie *par la loi française* sur la matière ». Nous déclarerons donc, en principe, les personnes morales régies par les mêmes règles et les mêmes principes que nous allons dégager pour les personnes physiques.

---

(1) WEISS, *Traité de droit international privé*, p. 564.

### SECTION III

#### LES CONSÉQUENCES DU PRINCIPE

Toutes ces règles s'expliquent et se justifient par la fiction d'exterritorialité que nous avons dégagée; toutes se groupent en effet autour de cette formule et se ramènent à cette idée que l'étranger doit être traité au Maroc exactement comme s'il était dans son pays et qu'il reste soumis à sa loi nationale, sans restriction ni réserve. Avant d'énumérer ces conséquences, nous allons toutefois établir le fait même qui leur permet de se manifester, c'est-à-dire le droit de s'établir au Maroc.

##### I. — *Le droit de s'établir pour les étrangers au Maroc.*

« Le droit des chrétiens, écrit M. Saurin (1), a toujours dominé, inspiré les relations économiques ou politiques du Maroc avec l'Europe; il préexistait, consacré par les mœurs et formulé dans les traités, avant que la diplomatie moderne, plus consciente, ne l'ait recueilli pour le préciser. Le Maroc n'a jamais été fermé à la pénétration de l'étranger. Non seulement l'étranger fut toujours admis au foyer de l'Empire, sans subir la moindre déchéance, ni cette *capitis deminutio* légère, que nos sociétés civilisées inflig-

(1) *Journal de droit international privé*, 1907, p. 1 et suiv.

gent encore à l'hôte le plus cordialement accueilli, non seulement le Maroc ouvrit ses portes à la personne et aux marchandises de l'étranger, mais il les ouvrit aussi à ses lois que généralement l'étranger dépose en franchissant la frontière. »

Le droit de s'établir a donc toujours été reconnu en fait à l'étranger au Maroc; sans doute, on ne le trouve pas toujours dans les traités consacré d'une façon expresse. Mais sa consécration implicite tout au moins est certaine. Elle résulte du droit reconnu à l'étranger de faire du commerce au Maroc, de recourir à ses tribunaux pour tous les litiges qu'il pourra avoir soit avec ses nationaux, soit même avec des Marocains. Il est donc certain. On le trouve ainsi consacré dans le traité du 17 septembre 1631 avec la France; et la même idée se dégage des conventions et traités conclus avec les autres nations : 28 mai 1767 avec l'Espagne, 25 mars 1637 et 21 novembre 1732 avec la Hollande, 12 avril 1666 et 14 janvier 1728 avec l'Angleterre, 30 juin 1828 avec la Sardaigne, 19 octobre 1791 et 25 juin 1834 avec Naples et les Deux-Siciles, 16 octobre 1783 et 5 février 1803 avec l'Autriche, 10 juin 1833 et 25 juillet 1767 avec le Danemark, 17 janvier 1774 avec le Portugal, 25 janvier 1777 avec les États-Unis, 4 janvier 1862 avec la Belgique, 20 mars 1880 avec la Russie.

Si on voulait en trouver une formule plus moderne, on la rencontrerait aujourd'hui dans les articles 11 et 17 de la Convention de Madrid du 3 juillet 1880 et surtout dans les articles 8, 60 et suivants, 113 et suivants de l'acte d'Algésiras. L'article 8 de cet acte déclare, en effet, que la police qu'il organise au Maroc devra « garantir d'une manière efficace et conforme aux traités la sécurité des personnes et *des biens* des ressortissants étrangers, ainsi que celle des *transactions commerciales* ». Les articles 60 et suivants réglementent le droit de propriété des étrangers au Maroc. Les articles 113 et suivants règlent de façon très minutieuse la procédure de l'expropriation. Qu'est-ce à dire du moment qu'on reconnaît aux étrangers au Maroc le droit de

faire des transactions commerciales, le droit de posséder des biens, le droit de n'être expropriés que dans des formes et sous des conditions minutieusement déterminées, sinon que les étrangers trouvent aujourd'hui dans des textes non équivoques le droit, qu'on ne leur a d'ailleurs jamais dénié en fait, de s'établir au Maroc ?

Ces textes ne parlent pas des personnes morales ; ils ne font pas de distinction entre elles et les personnes physiques. Aussi, conformément au principe que nous avons dégagé, déciderons-nous (ce qui, d'ailleurs, n'a jamais été contesté) que le droit d'établissement existe aussi bien au profit des personnes morales que des personnes physiques.

## II. — *L'exercice des droits publics.*

Conformément à la division suivie ordinairement en cette matière par les auteurs (1), nous allons examiner successivement la condition de l'étranger au Maroc au regard des droits publics proprement dits, c'est-à-dire des facultés naturelles que tout homme a reçues avec la vie, des droits politiques, et enfin des charges publiques.

A. — DROITS PUBLICS PROPREMENT DITS. — Il est certain que l'étranger au Maroc ne saurait se voir refuser, au moins en théorie, les droits publics proprement dits, que la France n'hésite pas à accorder à l'étranger sur son territoire, parce que, pour les invoquer, l'étranger se réclame des principes d'égalité et de liberté sur lesquels repose notre organisation sociale. C'est ainsi que l'étranger au Maroc jouit, sans conteste, de la liberté individuelle, du droit d'aller et de venir, de la liberté de conscience et de son culte, de la liberté du travail, du commerce et

(1) WEISS, *Traité de droit international privé*, t. II, p. 84 et suiv.

de l'industrie, de l'inviolabilité de son domicile, de la liberté de la presse, de la liberté d'enseigner et d'apprendre.

En ce qui concerne la liberté individuelle, il nous semble qu'elle comporte (aussi bien pour le Maroc que pour les autres États) une restriction importante, au profit du sultan : c'est le droit d'expulsion, reconnu à l'autorité marocaine contre tout étranger qui, par sa présence, troublerait la sécurité du Gouvernement.

Le Maroc constitue un État souverain et indépendant ; sans doute, il est lié par de nombreux traités ou conventions avec les États européens et il ne pourrait pas, sous prétexte d'user d'un droit qui nous paraît pour lui incontestable, éluder les prescriptions de ces traités ; mais, sous ces réserves, il nous paraît théoriquement exact de maintenir pour lui le droit d'expulsion au même titre que pour les États européens, et sous réserve, bien entendu, de sa responsabilité. En fait, il est probable que le sultan consultera toujours le consul de l'individu qu'il veut expulser, avant de recourir à cette rigueur contre lui.

L'étranger qui s'est réfugié sur le territoire marocain, après avoir commis un crime dans un pays, peut-il être livré par le Gouvernement marocain à son pays qui le réclame ; en d'autres termes, le Gouvernement marocain connaît-il et pratique-t-il l'extradition ? Le Maroc, dans son traité avec l'Espagne du 20 novembre 1861, s'est engagé formellement à extraditer les sujets espagnols. Mais, en dehors de ce traité, l'Empire du Maroc n'a point d'autres conventions d'extradition. ni, bien entendu, de loi intérieure réglant cette question. Il accorde, néanmoins, les extraditions qui lui sont demandées, mais pour des crimes de droit commun seulement, et non pour des crimes politiques (1).

La liberté d'aller et venir, de résider sur le territoire maro-

(1) Pandectes françaises, V° *Extradition*, n° 1687.

cain, d'y pénétrer, d'y voyager, d'en sortir, est reconnu à tous les étrangers par le Maroc qui n'impose aucune entrave, aucune formalité administrative à la libre circulation des étrangers sur son territoire. Tout cela est exact d'ailleurs, au seul point de vue théorique, car pratiquement la sécurité est chose de plus en plus rare au Maroc et il n'est pas prudent pour les étrangers de s'aventurer trop loin des villes (qui ne sont d'ailleurs guère sûres elles-mêmes) sans être accompagnés de forces protectrices. Le principe théorique n'en subsiste pas moins.

Les étrangers jouissent également au Maroc de la liberté de conscience et de leur culte. L'article 8 du traité du 17 septembre 1631 prévoit expressément que les Français ne pourront être troublés en leur religion « et que des religieux pourront estre et demeurer en quelque part que soient établis les dits consuls, exerçant leur dite religion avec les dits Français et non avec d'autre nation ».

Ils ont également la liberté de la presse et de la parole et un journal très répandu au Maroc, *la Dépêche marocaine*, rédigée par nos compatriotes. Ils possèdent aussi la liberté d'enseigner et d'apprendre, comme aussi celle du commerce et de l'industrie. L'article 10 du traité du 29 juin 1682 dit expressément : « Tous marchands françois qui aborderont aux Ports ou Costes du Maroc ou Fez, pourront mettre en terre leurs marchandises, vendre et acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoutumé de payer les sujets dudit Empereur du Maroc. »

Leur demeure est enfin inviolable, comme nous le verrons plus loin en étudiant l'étendue de la juridiction des consuls sur leurs nationaux.

B. — DROITS POLITIQUES. — Les étrangers ne sauraient jouir au Maroc de l'ensemble des facultés d'ordre constitutionnel (si ce mot n'est pas un peu trop ambitieux lorsqu'il s'agit du Maroc), qui impliquent une participation directe ou indirecte au Gou-

vernement. En outre des raisons d'ordre général que l'on fait valoir ordinairement pour refuser à l'étranger l'exercice de ces droits dans les pays européens, il y a lieu d'ajouter ici que la religion pénètre toute l'organisation gouvernementale et administrative du pays comme elle pénètre le droit et toutes les institutions des pays islamiques : c'est un motif d'autant plus fort pour refuser à cet égard toute participation aux étrangers. Pour arriver à une fonction quelconque, il leur faudrait de toute nécessité être musulman. Sans doute l'armée marocaine a compté, à certains moments, des instructeurs étrangers, français ou allemands notamment, mais ils n'étaient que des instructeurs.

C. — L'ÉTRANGER DEVANT LES CHARGES PUBLIQUES. — L'étranger est, en thèse générale, assujetti, sauf certaines exceptions, aux mêmes charges publiques que le national sur le territoire duquel il habite. Il était difficile d'en décider ainsi pour le Maroc, à cause de l'organisation rudimentaire des impôts par le maghzen. Aussi les traités et conventions avaient-ils pris soin de régler expressément la question, qui se trouve tranchée pour l'avenir par l'acte d'Algésiras dans son article 59 qui crée à la charge des étrangers un impôt spécial. Cet article est ainsi conçu :

« Dès que le *tertib* (1) sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les représentants des puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers :

a) Que dans les conditions fixées par le règlement du corps diplomatique à Tanger en date du 23 novembre 1903 ;

b) Que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

« Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent

(1) Le *tertib* est une taxe à assiette fixe qui remplace, au Maroc, les impôts koraniques.

des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

« Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le maghzen et le corps diplomatique de Tanger. »

D'autre part, l'article 61 du même acte décide que « dans le but de créer de nouvelles ressources au maghzen, la conférence reconnaît en principe qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

« Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales, et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

« La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction ; mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera responsable envers le Trésor marocain.

« Un règlement édicté d'un commun accord par le Gouvernement chérifien et le corps diplomatique à Tanger fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application, et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

« A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en règlera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale. »

Enfin, l'article 65 décide, dans ses paragraphes *a* et *b* qu'un droit de mutation, au maximum de 2 p. 100, sera établi sur les ventes immobilières et un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les *adouls* (notaires, assesseurs du cadi). Ces droits doivent être acquittés aussi bien par les musulmans que par les étrangers qui sont passibles aussi des différents droits de douane imposés par l'acte.

III. — *L'exercice des droits privés.*

Les étrangers au Maroc, et particulièrement les Français, sont soumis à leur loi nationale, par suite de la fiction d'exterritorialité; c'est elle qui doit régler, en principe, tous leurs rapports de droit privé; c'est à elle qu'il faut se référer pour savoir quelles règles régissent leur état et leur capacité, leurs droits de famille, leurs droits patrimoniaux, leur loi pénale, leur procédure. Ce point ne saurait faire difficulté, du moins dans son principe : le Français, pour ne parler que de nos compatriotes, est soumis à la loi française au Maroc pour tout ce qui concerne ses droits privés, et c'est cette loi que nos tribunaux consulaires doivent lui appliquer.

Mais ce principe souffre de très notables restrictions qui diminuent singulièrement son champ d'application. Nous verrons tout d'abord bientôt qu'il n'est pas absolument exact en ce qui concerne les questions de propriété immobilière et par conséquent en ce qui concerne les questions de successions qui sont connexes aux premières. Mais même cette première élimination faite, même en admettant que la loi française doive s'appliquer en principe aux Français établis au Maroc, il convient, ici encore, de faire une restriction importante.

Les Français établis au Maroc, quoique Français, quoique n'ayant en rien abdiqué leur nationalité et toutes les prérogatives qui s'y rattachent, ne sont point cependant placés dans la même situation sociale, ni par suite dans la même situation juridique que celle qu'ils auraient s'ils résidaient en France. Les conditions économiques, sociales, politiques, administratives dans lesquelles ils se trouvent sont tout autres que celles qui se rencontrent dans la métropole. De là l'impossibilité politique et économique, et partant l'impossibilité juridique, d'appli-

quer aux Français résidant au Maroc la législation française dans son intégralité : il y a lieu de tenir compte des circonstances de temps, de lieu, de mœurs pour savoir si telle loi française sera ou non applicable, sur le territoire marocain, à nos nationaux qui y résident. Parfois, la difficulté sera tranchée par un texte.

Les nations ont édicté des lois consulaires qui décident quelles règles doivent être suivies à l'égard de leurs nationaux au Maroc. On peut citer, à cet égard, l'édit de juin 1778 et la loi consulaire du 28 mai 1836 pour les Français, la loi consulaire du 28 janvier 1866 pour les Italiens, la loi consulaire du 29 septembre 1848 pour les Espagnols, la loi consulaire du 10 juillet 1900 pour les Allemands ; le *Morocco Order in Council* de 1889, modifié en 1892 et 1898, pour les Anglais. Mais ces textes règlent surtout des questions de procédure et ne s'occupent guère des questions de fond, pour lesquelles la difficulté reste entière.

« Le seul texte, écrit M. Saurin, relatif à la législation appliquée par les tribunaux consulaires de France et se référant « aux us et coutumes » de lamétropole, serait l'article 27 de la Capitulation du 30 mai 1740. Mais cette indication, d'ailleurs très vague, ne saurait être légalement formulée, à l'encontre des citoyens, par un traité international et moins encore par une capitulation unilatérale, émanant d'un gouvernement musulman. La Capitulation de 1740, en effet, a été accordée à Louis XV par le sultan Mohammed I<sup>er</sup> qui n'avait évidemment aucune qualité pour prononcer sur la loi applicable aux Français par les tribunaux français. Toutes les autres puissances ont des lois ou des règlements consulaires dont la précision toutefois est singulièrement atténuée par l'admission, à la dignité législative, de certains usages locaux dans une mesure que le législateur laisse à l'appréciation des juges (1). »

(1) SAURIN, *Journal de droit international privé*, p. 285 et suivantes.

On est donc conduit à décider que le juge français, par exemple, a le pouvoir d'apprécier s'il doit ou non faire application au national de la loi française qu'il invoque, s'il convient d'étendre ou non le texte métropolitain aux Français au Maroc. C'est ainsi que M. Saurin cite des décisions relatives à une plus large élasticité de la législation du prêt sur gages, ainsi qu'un jugement récent qui a « opportunément prononcé la non-applicabilité au Maroc de toutes les lois réglementant le travail en France ». C'est là évidemment une part très grande d'arbitraire laissée au juge ; mais peut-on faire autrement ? La question s'est présentée de la même façon pour une terre bien française cependant, l'Algérie, mais sur laquelle l'administration et la jurisprudence ont été d'accord pour ne pas étendre en bloc toute la législation métropolitaine : là aussi la question de l'applicabilité des lois métropolitaines forme un chapitre singulièrement complexe et délicat de la législation algérienne (1). Ce sont les mêmes difficultés qui se représentent pour le Maroc, dans des conditions d'ailleurs analogues, mais non identiques, et on ne voit guère que cette solution empirique à conseiller au juge.

M. Saurin indique, d'ailleurs, une restriction importante à ce pouvoir arbitraire du juge ; c'est celle qui s'impose à lui en vertu de la règle généralement admise en droit international, *locus regit actum*. « Pour les contrats, dit-il, dont le lieu fut le Maroc, et sans égards pour l'exterritorialité fictive, les tribunaux ont toujours admis, aux lieu et place des conditions imposées par les lois métropolitaines, telles ou telles des formes usitées par les populations chrétiennes résidant au Maroc (2). »

Nous avons réservé tout à l'heure expressément la matière des successions. La loi française, en effet, couvre bien la personne et les *biens meubles* des Français au Maroc, mais cela n'implique

(1) Voir, sur cette question, SUMIEN, *Le régime législatif de l'Algérie*, et LARCHER, *Traité de législation algérienne*.

(2) SAURIN, *op. et loc. cit.*, p. 288.

pas pour eux (non plus d'ailleurs que pour les étrangers) la faculté de succéder à la terre et aux biens immobiliers, laissés par les sujets marocains ; mais la limitation s'arrête là et rien n'empêche, bien entendu, le Français de laisser à ses héritiers légitimes les immeubles qu'il a pu acquérir sur le sol de l'Empire du Maroc. Au surplus, les différents traités et conventions ont organisé, de façon très minutieuse, les pouvoirs des consuls en matière de succession. C'est ce qu'a fait notamment le traité de 1767 avec la France. Nous retrouverons la question plus loin, en étudiant les pouvoirs des consuls, après avoir examiné au préalable celle de la propriété qui mérite une mention spéciale, à cause de son importance et des difficultés particulières qu'elle a soulevées.

---

## SECTION IV

### DES DROITS POUR L'ÉTRANGER D'ÊTRE PROPRIÉTAIRE AU MAROC

Le droit de devenir propriétaire du sol, de posséder des immeubles a été longtemps refusé au Maroc aux étrangers. Les conceptions musulmanes répugnent à l'idée que l'étranger devienne propriétaire immobilier sur le sol de l'Empire. Le droit d'acquérir des propriétés immobilières n'a été reconnu aux étrangers que par la Convention de Madrid du 3 juillet 1880, dans son fameux article 11, mais cet article contenait encore une double restriction très importante à la concession qu'il donnait : il subordonnait l'achat de tout immeuble à l'assentiment préalable du Gouvernement marocain. Il comportait d'autre part renonciation au privilège de juridiction consulaire pour toutes les questions immobilières au profit de la juridiction locale.

La première conséquence était écrite expressément dans le texte ; l'autre, moins explicite, avait été néanmoins affirmée par une pratique constante.

L'article 11 était en effet ainsi conçu : « Le droit de propriété est reconnu au Maroc pour tous les étrangers. L'achat de propriété devra être effectué avec le consentement préalable du Gouvernement, et les titres de ces propriétés seront soumis aux formes prescrites par la loi du pays. Toute question qui pourrait surgir sur ce droit sera décidée d'après les mêmes lois, avec

l'appel du ministre des Affaires étrangères stipulé dans le traité. » Ce texte, dès sa promulgation, donna lieu à une recrudescence extraordinaire d'affaires dans le Maroc. Nombre d'Européens s'y rendirent pour obtenir du sultan des concessions ; de nombreuses spéculations immobilières eurent lieu ; des sociétés puissantes furent fondées ; les concessions des mines furent surtout recherchées. Le maghzen, toujours à court d'argent, ne manqua pas de battre monnaie avec ces concessions ; les titres n'étaient d'ailleurs pas toujours très réguliers ; la même terre était concédée parfois à plusieurs acquéreurs successifs. Les mêmes spéculations, les mêmes fraudes, les mêmes erreurs voulues qu'on avait vu se produire au début de la conquête de l'Algérie, se reproduisirent et se reproduisent aujourd'hui encore au Maroc. Cela était déjà plus fâcheux que la base de toutes ces concessions était très précaire, l'application du fameux article 11 soulève, en effet, une question très délicate sur sa valeur constitutionnelle.

La Convention de Madrid n'a pas en effet été très ratifiée par les Chambres ni en France, ni en Allemagne. Or elle paraissait devoir être soumise aux Chambres, ne serait-ce qu'en France, à un double point de vue. Tout d'abord, en vertu de l'article 8 de la loi constitutionnelle des 16, 18 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dit expressément que « les traités relatifs... *au droit de propriété des Français à l'étranger* ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres ». Or, il s'agissait bien, en l'espèce, d'un traité relatif au *droit de propriété des Français à l'étranger*. En outre, elle devait leur être soumise, car une simple convention diplomatique ne saurait ainsi modifier un droit, celui du juge consulaire, inscrit dans une loi consulaire aussi bien pour les Français que pour les Allemands.

On voit l'importance pratique de la question : si la faculté donnée aux Européens d'acquérir au Maroc était reconnue

comme ayant été illégalement concédée, c'était la ruine de toutes les concessions obtenues par les Européens. La question était d'autant plus grave qu'elle fut soumise successivement au tribunal consulaire français et au tribunal consulaire allemand qui la tranchèrent dans ce sens, en se déclarant compétents (1). Nous n'avons pu malheureusement, malgré tous nos efforts, nous procurer ces deux décisions. Mais la décision du tribunal consulaire allemand fut soumise au tribunal de l'Empire Allemand qui l'infirma dans son arrêt du 17 novembre 1905 que le *Journal de droit international privé* rapporte en ces termes et que nous donnons *in-extenso* à cause de son importance capitale, car il met parfaitement en relief toutes les questions qui avaient été soulevées.

« Dans l'affaire soumise en dernier ressort au Reichsgericht, la demanderesse une société française ayant son principal établissement à Tanger prétendait avoir acquis du sultan du Maroc, la propriété d'un immeuble consistant en une friche. Elle y avait fait construire une maison, qu'occupait depuis plusieurs années le défendeur, un ressortissant allemand régulièrement immatriculé sur les registres du consulat de l'Empire.

« La société demanderesse alléguait, dans ses conclusions, que son adversaire tenait simplement l'immeuble à bail. Elle lui fit savoir, à la date du 17 novembre 1902, que le loyer serait dorénavant porté à 400 pesetas par mois, et qu'en cas de refus, elle se verrait dans la nécessité de dénoncer le bail. Le défendeur s'étant abstenu de répondre, elle dénonça effectivement le bail pour le 30 juin et introduisit devant le tribunal consulaire allemand de Tanger une action aux fins d'obtenir le paiement des termes échus, et subsidiairement, l'évacuation des lieux, ainsi que des dommages-intérêts.

« Le tribunal consulaire ajournal l'affaire pour laisser au tribu-

(1) Cités par SAURIN, *loc. et op. cit.*, p. 7.

nal marocain compétent le soin de se prononcer sur la réalité du droit de propriété invoqué par la société française. L'article 11 de la Convention de Madrid est, en effet, ainsi conçu : « Le droit  
« d'acquérir des immeubles appartient à tous les étrangers. Cette  
« acquisition est subordonnée à l'autorisation préalable du Gouvernemen-  
« t, et elle ne peut avoir lieu que sous les conditions de  
« forme prévues par les lois marocaines. Les conflits qui se pro-  
« duisent à cette occasion sont, d'après les lois précitées, de la  
« compétence exclusive des tribunaux marocains, sous réserve  
« de l'appel, garanti par les traités, au ministre des Affaires  
« étrangères. »

« Le litige fut, par suite, soumis au tribunal marocain de Chrâa, qui s'en vit dessaisi pour irrégularités de forme. Il fut, de nouveau, porté par la société française devant le tribunal consulaire allemand. Là, le défendeur alléguait qu'il était propriétaire de l'immeuble litigieux en vertu d'un acte de donation et conclut subsidiairement à ce que le tribunal se déclarât incompétent, compétence exclusive appartenant, selon lui, à la juridiction marocaine.

« Ces conclusions furent rejetées par le tribunal consulaire. Celui-ci, par une sentence longuement motivée, abandonna le point de vue auquel il s'était placé tout d'abord, et se déclara compétent, estimant que, dans tous les cas où, d'après la loi sur la juridiction consulaire, la loi allemande est applicable, cette loi doit être également prise en considération quand il s'agit de déterminer la compétence.

« Jugé, au contraire, par le Reichsgericht, que les tribunaux marocains étaient, en l'espèce, exclusivement compétents. Si l'application de la loi allemande sur le territoire des autres États, ainsi s'expriment ses considérants que nous résumons brièvement, découle des clauses formelles inscrites dans les traités, cette application doit être renfermée dans les bornes prévues par ces traités eux-mêmes. Par conséquent, force est de tenir

compte de la restriction contenue dans l'article 11 de la Convention dite de Madrid, lequel donne compétence, pour tous les litige portant sur des immeubles, à la juridiction territoriale. Et l'examen des travaux préparatoires de la Convention fournit un argument de plus à cet égard. Le représentant du Maroc avait, en effet, combattu avec la dernière énergie une proposition d'un délégué français, tendant à soumettre à un règlement international les litiges relatifs à l'acquisition des immeubles par des étrangers. Sans doute, poursuivent les considérants de notre arrêt, on pourrait être tenté d'invoquer l'exposé des motifs de l'article 1<sup>er</sup> et surtout de l'article 21 du projet de loi, où il est dit en propres termes « que les rapports de droits relatifs aux immeubles possédés par les ressortissants allemands, dans les circonscriptions consulaires, sont régis par la législation allemande, à moins qu'ils n'aient été soumis expressément à la juridiction territoriale, comme, par exemple, en Turquie. »

« Mais il en est, à cet égard, au Maroc comme dans l'Empire ottoman, et il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à l'article 11 de la Convention de Madrid. C'était donc à tort que le tribunal consulaire s'était déclaré compétent, puisqu'il s'agissait d'immeubles situés dans les limites territoriales de l'État marocain. Peu importait, à cet égard, que le défendeur fût ou non ressortissant de l'Empire d'Allemagne. »

La question se présente aujourd'hui sous un autre aspect depuis l'acte d'Algésiras. Celui-ci, dans son article 60, organise à nouveau, dans les termes suivants, le droit d'acquérir la propriété immobilière au Maroc pour les étrangers :

ART. 60. — Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire chérifien et S. M. le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant

aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

« Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de 10 kilomètres autour de ces ports, S. M. le Sultan accorde, d'une façon générale et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

« A Ksar-el-Kehir, Arzilla, Asemour et éventuellement dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de 2 kilomètres autour de ces villes.

« Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

« Avant d'autoriser le rédacteur des actes transmissifs de propriété, le cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

« Le makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications. »

Comme on le voit, l'acte d'Algésiras est plus large pour les étrangers que la Convention de Madrid.

La Convention d'Algésiras a été ratifiée par les différents Parlements des puissances signataires, et par suite la difficulté de validité que soulevait l'article 11 de l'acte de Madrid n'existe plus de ce chef. Mais tout n'est pas résolu. L'article 60 de l'acte d'Algésiras dit en effet : « Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid... » L'acte, qu'on le remarque, ne contient plus, au profit de la juridiction musulmane, la délégation de juridiction que faisait l'article 11, mais il se réfère expressément à celui-ci et paraît, par suite, le

conserver en tout ce qui n'est pas contraire à ses propres dispositions. Or, il ne renferme aucune clause retirant expressément cette délégation de juridiction aux tribunaux musulmans, ce qui paraît bien impliquer que ceux-ci la gardent (1).

Dès lors, la difficulté va renaître. Du moment que l'article 44 continue à recevoir son exécution, il reste, semble-t-il, entaché du même vice originel que nous avons signalé ; il n'a pu, n'ayant pas été ratifié par les Parlements, modifier les lois consulaires. La question a néanmoins revêtu un nouvel aspect qui permettra sans doute de trancher la difficulté : l'acte d'Algésiras, régulièrement ratifié, a confirmé l'article 44 qui se trouve, par cela même, régulièrement ratifié aussi ; par suite tombe le vice d'illégalité dont il était entaché, aux yeux de certains.

Quoi qu'il en soit, la pratique actuelle reconnaît toujours juridiction aux tribunaux musulmans en cette matière, et voici suivant quels errements cette juridiction opère (2). L'Européen ne se présente jamais directement devant la juridiction musulmane (*chraa* ou *chara*) ; il va devant le juge consulaire dont il ressortit et c'est celui-ci qui le renvoie devant le tribunal indigène. Pratiquement, d'ailleurs, le juge musulman ne se considère pas comme suffisamment investi par ce renvoi ; avant de consentir à juger, il exige la soumission préalable des parties européennes à toutes les exigences de la sentence, soumission qui est reçue par une déclaration faite devant un *adoul* (notaire indigène). Comme le fait remarquer M. Saurin, ce renvoi à la juridiction musulmane doit être strictement restreint au texte de l'article 44, texte exceptionnel et par suite d'interprétation étroite ; on ne doit y recourir qu'en matière de *propriété* seulement. La pratique paraît beaucoup plus large, et on semble assimiler ici propriété et droits immobiliers. Cela amène à des résultats fâcheux, que signale

(1) En ce sens, SAURIN, *loc. cit.*

(2) SAURIN, *loc. et op. cit.*, p. 17 et suiv.

M. Saurin. « Certaines servitudes très spéciales, applicables et justifiables par les seules coutumes et traditions musulmanes, se trouvent quelquefois invoquées contre des Européens qui doivent en subir les conséquences imposées par le tribunal musulman. Devant un tribunal européen, ces servitudes, n'étant pas concevables, ne seraient pas admissibles; la question ne pourrait être posée, elle ne surgirait pas, au moins sur leur chef; il n'y aurait pas lieu de saisir la juridiction musulmane et bien des difficultés pratiques seraient épargnées...

« Les conditions de la propriété à l'égard d'un propriétaire européen et de ses voisins se sont ainsi compliquées de quelques bizarreries peu compatibles avec nos conceptions sociales modernes. C'est ainsi que deux constructions, l'une en face de l'autre, de l'un et de l'autre côté d'une même rue, n'auraient pas le même droit à la lumière et à l'air. Si l'un des propriétaires a déjà ouvert des fenêtres, celui qui s'installera ensuite devra s'abstenir des mêmes ouvertures, sauf tolérance. »

« C'est le droit sur la chose immobilière, le *jus in re*, qui est soumis à la législation locale, c'est-à-dire toutes les conditions d'exercice de ce droit qui sont relatives à son objet. Par contre, les conditions relatives au sujet de ce droit à celui qui en jouit, au propriétaire, ressortissent de sa propre législation. C'est ainsi que la capacité d'acquérir, d'aliéner, d'administrer sera toujours reçue par la loi européenne. Également la capacité de succéder. Le juge musulman s'abstiendra de juger, en la cause, tout ce qui est relatif à cette capacité, qu'il admettra telle que le consul compétent la déclare. C'est ainsi qu'il prononcera la nullité d'une transaction immobilière par un interdit ou une femme mariée, malgré que la loi musulmane ignore ces incapacités. La valeur d'une procuration sera également appréciée d'après la loi des parties en cause, — et par le consul.

« Certaines actions, relatives à des immeubles, peuvent se résoudre par des condamnations ayant un caractère personnel

et mobilier; les tribunaux consulaires ont une tendance très légitime à les retenir. C'est ainsi qu'ils pourront apprécier une demande en garantie pour cause d'éviction qui se résoudra par des dominages-intérêts; la plupart des lois européennes admettent une sorte de créance de mitoyenneté en faveur du propriétaire qui a construit le mur mitoyen; les tribunaux consulaires devraient également statuer sur des instances motivées par un droit réel, mais résolubles par une condamnation personnelle et mobilière » (1).

La juridiction ainsi reconnue aux tribunaux musulmans soulève encore une autre difficulté moins grave que celle que nous venons d'exposer. Quelle est la nature de la décision rendue par le tribunal musulman au regard de l'Européen, contre lequel on doit la mettre à exécution; doit-elle être considérée comme rendue par un tribunal étranger et comme nécessitant dès lors, avant sa mise à exécution, la procédure d'*exequatur*? La question se pose ici exactement dans les mêmes termes qu'en Tunisie à l'égard des décisions rendues par les tribunaux musulmans, précisément aussi en matière immobilière, par le tribunal du *chara*. La question est réglée en Tunisie par une jurisprudence aujourd'hui bien établie, qui décide que les jugements rendus par le tribunal du *chara* ne peuvent être exécutés à l'encontre d'Européens qu'après avoir reçu l'*exequatur* de la juridiction française qui doit les soumettre à une révision tant en la forme qu'au fond (2).

Au Maroc, la solution est moins nette, d'après M. Saurin. « Jusqu'à présent, écrit cet auteur, la jurisprudence se réduit à de simples traditions administratives. Un élément particulier contribue cependant à la solution pratique du problème.

(1) SAURIN, *op. et loc. cit.*, p. 290 et 291.

(2) Trib. Tunis, 16 novembre 1898 (*Revue algérienne*, 1899, 2, 204, et la note); Alger, 18 avril 1901 (*Ibid.*, 1901, 2, 233; trib. Tunis, 25 juin 1902. (*Ibid.*, 1904, 2, 90).

« Les cadis, en effet, exigent la soumission préalable des parties européennes à toutes les conséquences de la sentence. Sans assimiler cette soumission à une élection de domicile, à une *territorialisation* par laquelle cesse le bénéfice d'exterritorialité, le tribunal français notamment et celui d'Italie ont déjà tourné la difficulté en attribuant à cette soumission la valeur d'un compromis d'arbitrage.

« Les parties étant considérées comme ayant accepté l'arbitrage du cadi, l'*exequatur* de la sentence pourra suffire pour lui accorder toute force exécutoire immédiate (1). »

Pour terminer sur cette grosse question de la propriété des étrangers au Maroc, citons l'article 63 de l'acte d'Algésiras qui prévoit une hypothèse spéciale et surtout les dispositions protectrices prises en faveur des étrangers par les articles 113 et suivants pour le cas d'expropriation.

« ART. 63. — Les délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du maghzen, occupés contre paiement de la redevance de 6 p. 100, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le corps diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le commissaire spécial que S. M. chérifienne voudra bien désigner à cet effet. »

« ART. 113. — Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

« ART. 114. — L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement

(1) Saurin, *op. et loc. cit.*, p 293.

chérifien, élaboré avec l'assistance du corps diplomatique, fixera les formalités.

« ART. 115. — Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, S. M. chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'elle aura déclarés d'utilité publique.

« ART. 116. — S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante :

« En cas de désaccord entre l'administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

« ART. 117. — Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

« S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre, et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

« A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le corps diplomatique à Tanger.

« ART. 118. — Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le corps diplomatique, et autant que possible parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

« ART. 119. — Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue par les arbitres devant la juridiction compétente et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit. »

---

## SECTION V

### LES POUVOIRS DES CONSULS

Ces pouvoirs sont très importants, à raison de la situation particulière qui est faite dans les États barbaresques aux consuls; ils comportent particulièrement des fonctions administratives, des pouvoirs de police, de juridiction civile et pénale. Nous insisterons surtout sur les pouvoirs de juridiction civile, tels que la pratique les a compris au Maroc, nous bornant pour le surplus à renvoyer aux pouvoirs généraux donnés aux consuls dans les États barbaresques par l'édit de 1778 et la loi du 28 mai 1836; ces pouvoirs sont d'ailleurs rappelés à nouveau dans les articles 11, 12, 13, et 14, du traité du 28 mai 1867 (1). Particulièrement en ce qui concerne les successions des sujets français décédés au Maroc, l'article 14 dit : « Si un Français venait à mourir dans quelque place de l'Empereur du Maroc, ses biens et effets seront à la disposition du consul qui pourra y mettre le scellé, faire l'inventaire et procéder enfin, à son gré, sans que la justice du pays ni le Gouvernement puisse y mettre le moindre obstacle. »

Rappelons, en outre, l'article 102 de l'acte d'Algésiras qui dit : « Toute confiscation, amende ou pénalité devra être prononcée

(1) ROUARD DE CARD, *Les Traités entre la France et le Maroc*, p. 320.

pour les étrangers par la juridiction consulaire, et pour les sujets marocains par la juridiction chérifienne. »

JURIDICTION CIVILE. — *a) Établissement.* — En ce qui concerne la juridiction civile, nous avons déjà énuméré les lois qui avaient donné aux consuls la juridiction sur leurs nationaux. L'institution des tribunaux consulaires se rapproche sensiblement, pour chaque pays, de l'institution et de l'organisation de leurs juridictions métropolitaines. Voici quelle est, en général, d'après M. Saurin, auquel nous empruntons ces détails, l'organisation des tribunaux consulaires étrangers au Maroc.

La juridiction des consuls italiens est organisée par une loi du 28 janvier 1866 qui dispose expressément, par son article 166, que la procédure et la compétence doivent être déterminées par les lois du royaume, sauf les usages et traités. Les appels des tribunaux consulaires italiens sont portés devant la Cour d'appel de Gênes.

La loi consulaire espagnole date du 29 septembre 1848; son article 1<sup>er</sup> confère aux consuls les attributions mêmes des tribunaux d'arrondissement; elle autorise, cependant, de très larges concessions aux circonstances locales. Le tribunal d'appel est l'*audiencia* de Séville.

Aucune loi spéciale ne réglemente les tribunaux consulaires portugais; le Gouvernement a cependant approuvé, depuis cinq ou six ans, une pratique d'après laquelle le consul applique la loi nationale suivant une procédure très simplifiée, sous le contrôle de la cour de Lisbonne.

Les Allemands au Maroc sont régis par la loi consulaire du 10 juillet 1900 qui se réfère aux usages, aussi bien qu'aux lois de l'Empire. Les tribunaux sont composés dans des formes analogues à celles de la métropole, avec faculté d'appel à Leipzig.

Il en est de même pour l'Autriche-Hongrie, la Belgique et la

Russie, qui appellent respectivement à Constantinople, Anvers et Saint-Pétersbourg.

L'Angleterre est la seule nation qui ait très expressément établi un Code spécial de procédure à l'occasion de ses juridictions consulaires au Maroc. Ce code est constitué par le *Morocco Order in Council* de 1889, légèrement amendé en 1892 et 1898. Conformément aux traditions de l'organisation judiciaire anglaise, le tribunal se réduit à un juge unique, le consul général. L'appel est porté devant la Cour de justice de Gibraltar; les parties ne peuvent comparaître par mandataire que sous réserve de l'autorisation par le consul. Cette organisation de la juridiction consulaire anglaise présente des traits et une physiologie assez particuliers.

Quant aux tribunaux consulaires français, ils ont été institués par l'édit de juin 1778 et ont exactement la compétence accordée par les lois métropolitaines aux tribunaux d'arrondissement. Le consul préside, assisté de deux notables, et les décisions ne sont susceptibles d'appel, devant la cour d'appel d'Aix, qu'au-dessus de 1.500 francs.

L'assignation est toujours décernée en vertu d'une ordonnance du consul, sur requête présentée par le demandeur; les parties comparaissent en personne ou par fondé de pouvoirs. « Il n'est écrit nulle part que le Code de procédure doit suppléer à l'insuffisance des textes consulaires et peut-être eût-il été loisible aux consuls d'établir, par de solides traditions, des règles pratiquement adaptées aux circonstances minutieuses de l'époque et du lieu. Nos tribunaux consulaires, toutefois, n'ont pas abusé de cette initiative permise, en France, tout ou moins; ils se réfèrent simplement aux détails de la procédure métropolitaine pour toutes les situations que l'édit de 1778 a pu prévoir (1). »

Les tribunaux consulaires sont installés au siège des consu-

(1) SAURIN, *op. et loc. cit.*

lats, avec juridiction sur les districts simplement pourvus de vice-consuls ou d'agents consulaires. C'est ainsi que l'Italie, la Belgique, le Portugal, la Russie, l'Autriche et les États-Unis n'ont une juridiction consulaire qu'à Tanger. La France, l'Allemagne et l'Angleterre ont une juridiction consulaire à Tanger et à Casablanca. L'Espagne seule a huit juridictions consulaires, à Tanger, Tetuan, Larache, Rabat, Casablanca, Saffi et Mogador.

b) *Compétence et procédure.* — La compétence et la procédure de la juridiction consulaire au Maroc obéissent à des règles un peu spéciales, suivant que le conflit s'élève entre Européens ou entre Européens et Musulmans.

*Conflits entre Européens.* — Il ne peut y avoir de difficultés lorsque le conflit s'élève entre Européens de même nationalité ; c'est évidemment le consul de la nation qui est saisi, avec application de la règle *Actor sequitur forum rei*, au cas où la nation a plusieurs tribunaux consulaires.

Le conflit peut faire naître des difficultés plus délicates, lorsqu'il s'élève entre Européens de nationalité différente.

Ici encore, et toujours sous réserve faite expressément pour le renvoi, en cas d'action relative à la propriété immobilière, le conflit va être porté devant les tribunaux consulaires. Mais devant lequel, puisqu'en l'espèce les plaideurs sont de nationalité différente ? Devant le tribunal consulaire du défendeur, en vertu de l'adage : *Actor sequitur forum rei*. « Dans la mesure où cette prévision est possible, il convient donc, à l'individu qui contracte, de considérer la nationalité de son co-contractant comme l'un des éléments essentiels du contrat. Ce n'est pas seulement avec cette personne que l'on s'engage, c'est également à ses juges et à sa loi, pour le cas d'un conflit (1). » Aussi, pour prendre cette position de défendeur, ce sera très souvent une lutte d'habileté

(1) SAURIN, *op. et loc. cit.*, p. 11 et suiv.

entre les deux parties, chacune cherchant à amener l'autre à prendre l'initiative des poursuites et le rôle de demandeur. Cela est d'autant plus important en pratique que très souvent, une partie qui voudra faire trancher une très grosse question par son juge national, cherchera à amener l'autre partie à l'assigner à l'occasion d'une tout autre question, afin de riposter immédiatement par une demande reconventionnelle qui comportera précisément cette grosse question qu'elle veut faire juger.

« Cette sorte de guet-apens judiciaire, écrit M. Saurin, est autorisée par une jurisprudence à peu près générale. Quelques décisions des tribunaux consulaires français, belges, espagnols et allemands ont successivement admis le principe de ces demandes, apparemment reconventionnelles, mais effectivement principales.

« Seul le tribunal consulaire italien a jusqu'à présent hésité à les suivre. Cette opinion paraîtra certainement très juridique... Les tribunaux consulaires sont des juridictions d'exception qu'il faut maintenir dans la limite de leur exception... Quant au contrat judiciaire formé par l'assignation, il est d'ordre privé et ne saurait suffire pour étendre une compétence déterminée par ordre public. »

D'après le même auteur, les Anglais sont les seuls qui exigent un contrat judiciaire préalable en termes assez précis pour que la recevabilité d'une demande reconventionnelle ne puisse pas être contestée. C'est là une des particularités remarquables du *Morocco Order in Council*, en vertu duquel un étranger n'est admis à demander contre un Anglais que moyennant l'engagement de subir toutes les conséquences de la discussion à intervenir.

Que décider au cas d'un contrat dont l'exécution doit avoir lieu au Maroc, mais dont l'une des parties en cause habite l'Europe, dans un pays qui n'est pas le sien ? c'est une vente commerciale conclue au Maroc entre un Français qui y réside et un

Italien demeurant à Marseille. La juridiction consulaire au Maroc est compétente; mais laquelle? Ce sera la juridiction italienne, en supposant l'Italien défendeur. Cette solution, qu'imposent les principes, présentera un inconvénient pratique : la sentence émanant d'un tribunal étranger ne pourra recevoir son exécution en France qu'autant qu'elle aura été revêtue de *l'exequatur*.

En ce qui concerne la procédure de la demande, l'instance introduite devant le consul par un étranger contre le national du consul n'est reçue que sur la présentation du demandeur par le consul dont il est le ressortissant. « C'est une sorte de caution morale que les circonstances de fait, en pays de cosmopolitisme suspect, ont suffisamment justifiée pour que l'on ne se soit guère préoccupé de sa justification juridique. » Cette formalité n'a lieu, d'ailleurs, que lorsqu'il s'agit d'un étranger non résidant; elle n'est pas suivie pour le résidant au Maroc, représenté par un mandataire. Au surplus, le fait de citer directement devant le juge consulaire, sans observer cette formalité, ne saurait entraîner nullité de la demande (1). Cette caution morale ne saurait dispenser le demandeur de fournir la caution *judicatum solvi* que le défendeur est en droit d'exiger de lui, à moins qu'il n'en soit exempté formellement par les dispositions d'un traité. Même dans ce cas, paraît-il cependant, d'après M. Saurin, « en fait, les chancelleries exigent provision pour la garantie éventuelle des frais ».

*Conflits entre Européens et indigènes.* — Si l'indigène est demandeur, rien n'est changé à ce que nous venons de dire : il assignera l'Européen devant le tribunal consulaire de celui-ci, dans les mêmes formes que nous venons de déterminer. Sa requête sera présentée en chancellerie par l'intermédiaire du caïd ou pacha duquel il dépend.

(1) Aix, 10 juin 1864, cité par SAURIN, p. 13.

Si c'est l'indigène qui est défendeur, et toujours abstraction faite de la question de propriété que nous avons déjà étudiée, les principes devraient conduire l'Européen demandeur devant le tribunal musulman. Mais on sait combien peu de garanties présentent pour les Européens ces tribunaux musulmans ; aussi les traités n'ont-ils pas hésité à indiquer une exception formelle à ces principes. Le tribunal musulman ne sera pas saisi ; c'est un tribunal spécial, constitué par le sultan ou son représentant, le pacha ou le caïd. Le caractère exceptionnel de cette juridiction a été souvent précisé dans les traités, dont les plus formels et les plus heureux dans leur expression à cet égard sont les traités du 9 décembre 1856 avec l'Angleterre et du 30 octobre 1861 avec l'Espagne. Auprès du pacha ou du caïd se trouve le drogman européen qui a pour mission de surveiller le juge. L'appel est porté devant le supérieur hiérarchique du pacha, c'est-à-dire devant le sultan ou devant son ministre le plus immédiat.

« Dans la pratique, dit M. Saurin, certains consulats ont une tendance à soustraire quelques éléments notables de la cause à l'appréciation suspecte du pacha. La cause introduite par leurs ressortissants est préalablement soumise à une sorte de vérification par leurs soins ; ils l'examinent, la jugent et même l'admettent avant d'en saisir le pacha ou le caïd, simplement réduit à la besogne d'un agent d'exécution. »

Le pacha ou le caïd est d'ailleurs dispensé de toutes les formes complexes et lentes de la procédure suivie soit devant le tribunal musulman, soit devant le *cadi*. Il constitue généralement des arbitres pour statuer en matière commerciale et lorsque ces parties sont contraires en fait.

Lorsque le conflit s'élève entre un Européen demandeur et un Israélite défendeur, on recourt ici encore à une juridiction spéciale, la juridiction hébraïque, à raison du statut particulier fait aux Juifs au Maroc, ainsi que nous l'avons déjà exposé.

Quand donc il s'agit d'un indigène israélite, l'autorité locale se dessaisit toujours en faveur du grand rabbin, qui applique la loi mosaïque à son ressortissant défendeur, également sous la surveillance publique du consul.

« L'autorité du grand rabbin n'est fondée, en droit, que sur le firman personnel d'investiture accordé par le sultan à chaque grand rabbin élu par la Communauté. Les sultans ne sont liés, à cet égard, que par une promesse consentie au baron de Montefiore, officieusement recommandé à Mouley Hassan par la reine Victoria d'Angleterre en 1866 (1). »

L'article 45 de l'acte d'Algésiras confirme implicitement toutes ces dispositions en décidant : « Les actions intentées par la banque au Maroc seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions intentées au Maroc contre la banque seront portées devant un tribunal spécial composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le corps diplomatique établira chaque année la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règlements de droit, de procédure et de compétence édictés en matière commerciale par la législation française.

L'appel des jugements prononcés par ce tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

---

(1) SAURIN, *op. et loc. cit.*, p. 15.



## CONCLUSION

---

Il nous paraît résulter de cette étude que les traités conclus entre le Maroc et les puissances assurent d'une façon parfaite la condition des étrangers au Maroc au point de vue théorique. En ce pays si éloigné par ses mœurs et ses institutions de notre civilisation européenne, quelle meilleure garantie les étrangers pourraient-ils trouver que l'application à leur profit de cette fiction de l'exterritorialité, privilège extraordinaire généralement réservé aux seuls diplomates représentants des puissances ? Bien mieux, ce régime de faveur qui soustrait l'étranger à l'autorité territoriale, ce régime exceptionnel, les traités l'étendent considérablement par la reconnaissance du droit de Protection au profit même des sujets marocains. Il s'en faut, hélas, de beaucoup que la réalité corresponde à la théorie ! Des faits nombreux démentent à chaque instant les précautions prises en faveur des étrangers. L'anarchie, et partant l'insécurité règnent au Maroc. Les droits des étrangers y sont constamment violés. Loin de réprimer les abus et les infractions qui se commettent, les autorités locales les encouragent fréquemment. Cette situation intolérable a ému les puissances qui, dans l'acte d'Algésiras, ont pris des dispositions spéciales pour essayer d'y remédier. L'organisation de la police, la surveillance et la répression de la contre-

bande des armes, première tentative internationale destinée à établir l'ordre dans l'Empire marocain, peuvent avoir une influence décisive sur les destinées économiques de ce pays.

La Conférence d'Algésiras aura bien mérité de l'humanité si, par les mesures qu'elle a adoptées, elle parvient à assurer la sécurité au Maroc et à mettre enfin d'accord la théorie des traités avec la réalité.

Août 1907.

*Vu :*

*Le Président de la Thèse,*

ANDRÉ WEISS.

*Vu :*

*Le Doyen,*

C. LYON-CAEN.

*Vu*

*et permis d'imprimer :*

*Le Vice-Recteur  
de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.







